

MADRID,
DESCRIPCION Y PRESENTACION AL REY NUESTRO SEÑOR DON
CARLOS III.
POR MANO DEL EXCLENENTISIMO SEÑOR
CONDE DE FLORIDABLANCA,
SU AUTOR DON JOSE LÓPEZ, DELEGADO DE S. M.
de las Reales Academias de la Historia, de San Fernando,
de la Lengua, de las Ciencias Exactas, y de las Artes.
Madrid, de 1763.

Bernard Herencia et Béatrice Perez

**CARTAS SOBRE EL BANCO DE SAN CARLOS.
LETTRES SUR LA BANQUE DE SAINT-
CHARLES : VALENTIN DE FORONDA ET PAUL
PIERRE LEMERCIER DE LA RIVIERE**

Edition électronique. Droits réservés.

2015

Référence:

Bernard Herencia et Béatrice Perez, « Cartas sobre el Banco de San Carlos. Lettres sur la Banque de Saint-Charles : Valentín de Foronda et Lemercier de la Rivière ». Document électronique mis en ligne le 16 septembre 2015. URL : <http://bernard-herencia.com/> (page « Chambre de merveilles »).

CARTAS SOBRE EL BANCO DE SAN CARLOS. LETTRES SUR LA BANQUE DE SAINT-CHARLES : VALENTIN DE FORONDA ET LEMERCIER DE LA RIVIERE

INTRODUCTION¹

En 1786-1787 l'intellectuel espagnol Valentín Tadeo de Foronda y González de Echávarri (1751-1821)², ami du financier et entrepreneur François Cabarrus (1752-1810)³ fondateur de la Banque de Saint-Charles à Madrid, correspond avec le physiocrate français Paul Pierre Lemerrier de la Rivière (1719-1801) à propos de cet établissement. La Banque est fondée en 1782 et dirigée par Cabarrus à la demande du gouvernement de Charles III. L'établissement prend modèle sur la Banque d'Amsterdam et la Caisse d'escompte de Paris, il est chargé de l'acquittement des obligations du Trésor espagnol et de l'administration des fonds des armées. Dès 1783, Cabarrus associe la banque à la Compagnie royale des Philippines en charge de l'essentiel du commerce colonial de l'Espagne.

Les parts du capital sont d'abord difficiles à placer auprès du public mais dès la distribution des premiers dividendes en 1784 les acheteurs sont plus confiants. Dès l'année suivante Cabarrus souhaite lever de nouveaux capitaux et mobilise ses contacts en France dont les principaux sont les familles de financiers Couteulx et Lenormand. Celles-ci s'opposent au réseau de la Caisse d'escompte de Paris avec Jacques Pierre Brissot de Warville, Etienne Clavière et Isaac Panchaud. Ce réseau s'appuiera bientôt sur le comte de Mirabeau pour tenter de séduire le public.

Dans ces années les tensions financières s'exacerbent : l'expansion du crédit est nourrie par un illusoire climat de prospérité. Après des spéculations sur la Caisse d'escompte de Paris, l'or, la Compagnie des eaux des frères Périer, l'intérêt se porte, à la baisse, sur la Banque de Saint Charles pour tenter de s'en emparer. En France, le pouvoir politique s'inquiète également des succès de Cabarrus. Honoré Gabriel Riqueti comte de Mirabeau publie un libelle pour s'attacher les faveurs de l'opinion publique : *De la Banque d'Espagne, dite de Saint-Charles, par le comte de Mirabeau*. L'ouvrage est quasi intégralement rédigé par Brissot et Clavière⁴. Il répond à une demande du Contrôleur général des finances Charles Alexandre de Calonne qui fournit des informations et finance

¹ Cette introduction est un abrégé de la présentation proposée dans un volume à paraître : Paul Pierre Lemerrier de la Rivière, *Pour la Pologne, la Suède, l'Espagne et autres textes. Œuvres d'expertise (1772-1790)*, éditeurs scientifiques : Bernard Herencia et Béatrice Perez, Genève, Slatkine 2016.

² Pour une notice sur son parcours, voir : Giovanni Patriarca, « Valentin de Foronda: liberty, property and security », *The Quarterly Journal of Austrian Economics*, 12-1, 2009, pp. 73-80.

³ Sur le parcours de François Cabarrus, voir en particulier les travaux de Michel Zylberberg : *Capitalisme et catholicisme dans la France moderne : la dynastie Le Couteulx*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, 377 p., ch. VI ; « Capitalisme français et banque espagnole à la fin de l'Ancien Régime : Le Canal de Saint-Denis », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 27-3, 1980, pp. 353-373.

⁴ Honoré Gabriel Riqueti de Mirabeau, *De la Banque d'Espagne, dite de Saint-Charles*, s. l., s. n., 1785, XVI-144-CLXII p. En page XII Isaac Panchaud est explicitement exclu des rédacteurs : celui-ci avait participé à *De la Caisse d'escompte*, s. l., s. n., 1785, XVI-226 p. Etienne Clavière est crédité par ailleurs : « M. Clavière est l'Auteur d'un Mémoire sur la Banque de Saint-Charles, qui a servi de base à mon Ouvrage sur cet important sujet » : Mirabeau, *Sur les actions de la compagnie des eaux de Paris, seconde édition*, Londres, s. n., 1786, 37-XII-XII-104 p., p. 10. Brissot affirme que la préface est de Clavière, ce qui conduit à s'interroger sur l'existence même d'une quelconque contribution de Mirabeau à cet ouvrage : Jacques Pierre Brissot de Warville, *Mémoires (1754-1793)*, tome II, Paris, Picard, 1912, 405 p., pp. 29 et 31.

la publication¹. Le ministre s'inquiète du succès des titres de la Banque qui se placent avec plus de facilité et pour un meilleur prix à Paris qu'à Madrid. Le comte s'enflamme contre Cabarrus, ses billets royaux, sa banque et sa *Compagnie des Philippines*. L'ouvrage connaît un grand succès et son impact – notamment en raison du parallèle qu'il propose entre John Law et Cabarrus –, provoque, dès sa parution, la baisse de près de la moitié de la cote des titres de la Banque de Saint-Charles. Cabarrus joue de ses relations pour faire interdire le livre en Espagne², puis en France par arrêt du Conseil du 17 juillet 1785. Mais rien n'y fait : le cours des actions de la Banque s'effondre et la popularité espagnole de Cabarrus est sérieusement entamée.

A la fin de l'année 1786, Cabarrus propose au Conseil de direction de la Banque de racheter les titres à bon marché à Paris pour les revendre avec profit en Espagne où la baisse est moins accusée : la Banque y trouverait évidemment avantage, ainsi que les amis parisiens de Cabarrus qui écoulent, de la sorte, leurs titres dépréciés. Après avoir autorisé l'opération le 26 décembre 1786, la direction de la Banque de Saint-Charles revient sur sa décision le 13 juillet 1787. C'est durant cette période que Foronda et Lemerrier de la Rivière correspondent. L'affaire se dénouera par diverses opérations liées au marché des canaux parisiens, par lesquelles les anciens partenaires de Cabarrus feront retomber les pertes sur lui, profitant de son emprisonnement³ qui fait suite à sa disgrâce et son arrestation en 1790.

Foronda est magistrat, voyage beaucoup en Europe et aux Etats-Unis, il s'intéresse aux questions politiques, à l'économie et également à la physique et la chimie. Il admire et s'inspire de David Hume, Charles Louis de Secondat de Montesquieu, Gabriel François Coyer, Cesare Beccaria, ou encore de Gaetano Filangieri. Il recherche les moyens de limiter l'arbitraire de l'Etat et de favoriser les libertés par la promotion du partage des pouvoirs politiques, de l'humanisation des procédures pénales et il adopte la trinité physiocratique propriété-liberté-sûreté, base de toute législation et de toute institution politique. En revanche, il ne retient pas la réunion du législatif et de l'exécutif que Lemerrier de la Rivière érige en principe politique fondamental.

Foronda adopte, dans un premier temps, des positions relativement modérées, qui évoluent d'un populationnisme et d'un mercantilisme standard vers des positions physiocratiques. A partir de la fin des années 1780, il radicalise ses positions libérales anti-absolutistes⁴ dénonçant l'insuffisante reconnaissance des droits individuels et le trop grand pouvoir accordé au monarque, tandis qu'il plaide pour une séparation plus nette des sphères politique et religieuse.

La polémique avec Lemerrier de la Rivière marque une étape dans ces évolutions : dès 1788, Foronda revient sur ses premiers inspirateurs pour prendre de la distance⁵. Toutefois ses positions

¹ Mirabeau, *Mémoires biographiques, littéraires et politiques de Mirabeau, écrits par lui-même, par son père, son oncle et son fils adoptif*, tome VI, Bruxelles, Hauman, 1834, IV-314 p., p. 31.

² Mirabeau, *Tableau raisonné de l'état actuel de la Banque de Saint-Charles*, Amsterdam, Imprimerie du Compte rendu, 1786, X-108 p., p. 5.

³ Sur le détail de ces dernières opérations voir : Zylberberg : « Capitalisme français et banque espagnole à la fin de l'Ancien Régime », art. cité, pp. 369-373.

⁴ José Manuel Barrenechea, *Valentín de Foronda, reformador y economista ilustrado*, Vitoria, Diputación Foral de Alava - Arabako Foru Aldundia, 1984, 519 p., pp. 133-134.

⁵ Voir ses lettres des 29 mai, 3 et 27 août et 10 octobre 1788 : Foronda, *Cartas sobre los asuntos más exquisitos de la economía-política, y sobre las leyes criminales*, Madrid, González, 1789, XVI-258 p., pp. 33, 141-142, 166-167, 183-184 et 213-214. Ces lettres sont écrites depuis Bergara, au Pays Basque, à un prince imaginaire auquel Foronda prodigue ses conseils économiques. Reprises ici sous la forme d'un recueil, elles sont issues des contributions de Foronda aux journaux cités précédemment.

restent, pour une part importante, attachées aux physiocrates, à leur conception du droit naturel et à leur trinité¹, bien qu'il dénonce leur matérialisme, leur conception des activités non agricoles comme activités stériles et l'impôt unique sur le produit net des terres. La radicalisation de sa pensée va porter principalement sur le rejet des monopoles, des droits exclusifs, des corporations et de toute intrusion étatique dans la fixation des prix.

Avec sa première Lettre – *Carta escrita a un amigo sobre el Banco Nacional de S. Carlos* – Ainsi Foronda entend remplir un objectif double : défendre la Banque de Saint Charles contre les résistances des milieux affairistes et politiques espagnols hostiles ; puis, par voie de conséquence, soutenir fermement son ami Cabarrus, directeur de la Banque, contre les attaques virulentes de l'étranger – et tout particulièrement la publication de l'œuvre de Mirabeau. Ainsi, selon Foronda, le monde se scinde en deux catégories : ceux qui savent, les hommes de cœur, d'honneur et de sagesse et qui, nul besoin de le préciser, défendent la Banque ; les ignorants, ceux qui peuplent le « royaume de l'idiotisme » et ont juré la perte de la Banque. Dans ce camp se rangent les défenseurs des valeurs « barbares » des siècles passés, de la religion, de l'ordre, du majorat, du despotisme, des privilèges, des monopoles, hommes frileux rejetant toute nouveauté. Pourtant, Foronda est un homme très influencé par ce temps qu'il dénonce qui, pour les besoins de sa démonstration, n'hésite nullement à reprendre certains points propres aux monarques de « ces siècles de barbarie » honnis, comme les droits de douanes élevés pour favoriser l'exportation de produits nationaux au détriment des produits étrangers, la préférence pour les produits nationaux (en parfaite consonance avec ce que proposait déjà Luis Ortiz à Philippe II en 1558), le rejet des *asientos* (les abonnements fiscaux) si préjudiciables au trésor royal au profit des *juros*. Foronda semble « vieux régime » jusque dans ses métaphores (« se friser la perruque ») et dans sa haine toute qu'évédienne du banquier « oiseau de proie », assassin des portefeuilles de l'honnête travailleur...

Dans cette lettre, Foronda se déclare, d'emblée, ennemi des monopoles et des privilèges et, en homme foncièrement de son temps, marqué par les Lumières, il se bat pour la liberté du commerce, la propriété et la sécurité des citoyens. Il se soucie grandement de promouvoir l'industrie et l'agriculture et plaide pour une meilleure répartition des terres au profit de l'agriculture, de la prospérité du commerce – dénonçant les lois « protectionnistes » contre les étrangers – et des manufactures libérées du carcan des corporations archaïques. Mais c'est aussi un homme du combat politique, un homme d'idéologie. Son texte est un véritable plaidoyer à la louange de Charles III (« notre Père, notre protecteur, bon et constant »), et toute à la gloire de la Banque (dont, soit dit en passant, il est actionnaire). Il résume les opérations de la banque et les juge. Seule l'exportation des piastres lui semble entamer la liberté des citoyens, mais entre deux maux (entamer la liberté des citoyens ou laisser prospérer la contrebande et l'usure), il choisit le moins déplorable, en homme pragmatique... Il s'en tire par une pirouette qui est celle du *temps* : un monopole honni deviendrait tolérable s'il est limité dans le temps... Pourtant, sa pensée n'est pas pragmatique et Lemer cier de la Rivière a raison de lui en faire grief. Foronda est un homme de réseau, qui prend la plume par intérêt, pour défendre un camp face à l'autre. D'ailleurs, c'est ainsi qu'il conçoit l'enjeu de la banque : deux rives qui se font face, dans un monde où chacun doit choisir son camp.

¹ Lluís Argemi d'Abadal et Ernest Lluch, « La fisiocràcia a Espanya », *Recerques: Història, economia i cultura*, 12, 1982, pp. 7-37, pp. 22-23.

En 1784, lorsqu'il vole déjà au secours de Cabarrus à propos de la Compagnie des Philippines, il recommande un monopole d'une vingtaine d'années pour permettre à la Compagnie de compenser les risques associés à ses efforts et à ses avances¹. Pour la Banque de Saint-Charles, il défend à nouveau le monopole sur les piastres et les fonds pour les armées de manière à protéger les intérêts du trésor royal des acteurs privés qui exigeraient des rémunérations plus élevées. S'il distingue, dans la théorie, un monopole violant les droits des citoyens d'une politique qui, en l'espèce, profite à l'Etat et, partant, à tous, il n'est pas pour autant un penseur pragmatique. De fait, il n'est ni pédagogue ni didactique, comme l'est Lemer cier de la Rivière, mais bien idéologue, politique, et sa prose est faite d'arguties souvent retorses pour saper les arguments de l'adversaire. Il entre dans la lice politique pour répondre à ceux qui « poussent les hauts cris contre la Banque », « les détracteurs de la Banque ». Sa lettre détaille pourtant un programme politique et économique fort précis. Il recommande une augmentation de la circulation de la monnaie-papier invitant les détenteurs des majorats (institution conduisant, dans le système espagnol, à une forte concentration des fortunes) à vendre une part de leur patrimoine afin d'en placer le produit à la Banque de Saint-Charles. Il propose également de diversifier les activités de l'établissement avec des opérations d'assurance sur les transports maritimes se figurant emporter la moitié du marché avec un rendement de 14,5 %.

C'est sur ces points que Lemer cier de la Rivière concentre ses critiques dans la lettre réponse du 29 novembre 1786. Le physiocrate estime que le monopole « scandaleux » sur les piastres n'a eu d'autre effet que celui de favoriser les activités de contrebande. Il dénonce la surcapitalisation de la Banque de Saint-Charles – au regard du volume des opérations qu'elle réalise – et la perçoit davantage comme une compagnie que comme un établissement bancaire. Seule la dénonciation que fait Foronda des majorats lui semble intéressante ; pour le reste, il conseille à Foronda – avec condescendance, il est vrai – de « ne pas écrire sur des sujets [le commerce des particuliers] qui lui sont étrangers ». Foronda répond le 3 janvier 1787. Profondément humilié par le courrier de Lemer cier qualifiant son projet de « fort joli songe », sa lettre se fait plus fielleuse et pédante que la précédente. Il y maintient néanmoins ces principaux arguments et continue de reconnaître que le monopole de l'extraction des piastres est contraire aux grandes idées sur la liberté dont la Banque de Saint-Charles est imprégnée

Ces trois lettres seront disponibles pour la première fois en langue française avec une traduction établie par Béatrice Perez, à partir des textes publiés par Foronda lui-même, dans le 4^e volume à paraître des œuvres de Lemer cier de la Rivière : *Pour la Pologne, la Suède, l'Espagne et autres textes. Œuvres d'expertise (1772-1790)*, Genève, Editions Slatkine, 2016. En attendant, le présent document propose la transcription des trois textes originaux établie à partir des deux éditions – strictement identiques – de 1787. La réédition de 1793 présente des variantes que nous avons indiquées en note et signalées par « (Variante 1793) ». Dans ces indications, nous avons négligé les variantes de casse, d'alinéa, de ponctuation et d'orthographe. Les transcriptions sont ainsi réalisées à partir des textes publiés par Foronda lui-même (voir la rubrique « Sources des transcriptions » suivante) : les manuscrits préparatoires et notamment l'original de la lettre de Lemer cier de la Rivière restent inconnus. La lettre de Lemer cier figure en espagnol et c'est dans cette langue qu'elle a été lue par Foronda (en espagnol, comme l'atteste la phrase « Vm. me dice *que no veo con claridad en órden*

¹ « Disertación sobre la nueva Compañía de Indias Orientales, leida en la Junta pública que celebró la Sociedad Bascongada el año de 1784, día de S. Carlos, en la Villa de Bergara », dans Foronda, *Miscelánea ó colección de varios Discursos*, Madrid, Cano, 1787, 34 p., p. 31.

al Banco »), bien que certaines phrases soient citées en français dans la réponse. La lettre en notre possession, selon toute vraisemblance, est une traduction de l'originale en français. A-t-elle été traduite par Foronda lui-même ? On peut répondre avec quasi-certitude que Foronda n'en est pas le traducteur. Les styles sont trop distincts pour qu'il puisse avoir traduit lui-même cette lettre. La prose de Lemerrier est concise ; les phrases sont courtes ; la formulation, toujours laconique. Certes, on rétorquera qu'il s'agit d'une traduction et que le traducteur zélé s'efface devant le style de l'auteur. Mais par-delà cette considération, on perçoit un profond souci pédagogique du traducteur – jusque dans le choix du vocabulaire – qui n'est pas celui de Foronda. Les questions claquent, elles sont précises et fuses comme des pointes (« quels sont ces chiffres qui ont permis la comparaison et qui sont ceux qui ont procédé à de tels calculs » « n'est-ce pas un véritable impôt ? N'est-ce pas le pauvre qui le paye ? »). Pour le dire simplement, la prose de Lemerrier est limpide ; celle de Foronda, besogneuse et tortueuse.

Globalement Foronda et Lemerrier de la Rivière fréquentent les mêmes cercles intellectuels. A Bordeaux, Foronda échange avec Guillaume Grivel, avocat au barreau de cette ville, lui-même proche des physiocrates et plus particulièrement de Lemerrier de la Rivière. Foronda et Grivel sont tous deux membres de la *Société philosophique de Philadelphie* fondée par Benjamin Franklin qui se trouve également en relation directe avec Lemerrier de la Rivière¹.

¹ Voir par exemple : « Lettre de Lemerrier de la Rivière à Franklin du 21 septembre 1774 », dans Benjamin Franklin, *The Papers of Benjamin Franklin* (William Bradford Willcox, dir), volume XXI, New Haven et London, Yale university press, 1978, XLVII-653 p., p. 308.

SOURCES DES TRANSCRIPTIONS

Valentín de Foronda, *Cartas sobre el Banco de San Carlos, La primera y última por el Maestrante de Ronda de Valentín de Foronda, de la Academia de Ciencias de Burdeos y de la Sociedad de Valladolid; y la segunda por Mr. de la Riviere*, Madrid, Benito Cano, 1787, 92 p. Biblioteca de Castilla La Mancha : 4A-48, Caj. fol. 4-23096(26).

Valentín de Foronda, « Cartas sobre el Banco de San Carlos. La primera y última por el Maestrante de Ronda de Valentín de Foronda, de la Academia de Ciencias de Burdeos y de la Sociedad de Valladolid; y la segunda por Mr. de la Riviere », dans *Miscelánea ó colección de varios Discursos en que se tratan los asuntos siguientes*, Madrid, Benito Cano, 1787, 16-40-34-24-32-20-92 p. Biblioteca de Catalunya : Res 1692-12° / R 301 684.

Valentín de Foronda, « Carta sobre el Banco de S. Carlos; Carta de Mr. la Riviere, impugnando dicha Carta; Carta en que se responde à la de Mr. la Riviere », dans *Miscelánea ó colección de varios discursos*, 2e édition, Madrid, Manuel Gonzalez, 1793, 6-249 p., pp. 124-174. Biblioteca de Catalunya : BH FLL 4839.

LETTRES SUR LA BANQUE DE SAINT-CHARLES

CARTAS SOBRE EL BANCO DE SAN CÁRLOS.

La primera y última por el Maestrante de Ronda D. Valentin de Foronda, de la Academia de Ciencias de Burdeos, y de la Sociedad de Valladolid ; y la segunda por Mr. De la Riviere¹.

[EPIGRAPHE].
[Valentín de Foronda]

Tarde ó temprano se descubre la verdad, y á su vista desaparecen los defensores del error, como la niebla quando sale el Sol.²

CARTA ESCRITA A UN AMIGO.
Sobre el Banco Nacional de S. Cárlos.
[Valentín de Foronda]

Amable amigo. Vm³. se lastima de lo poco que se medita. Vm. llora de aquella propension de los hombres casi incurable que se experimenta de hacer la guerra á todo lo nuevo, y con especialidad á todos aquellos proyectos de los cuales resultan muchas ventajas. Vm. tiene mucha razon de quejarse de una epidemia que aniquila todas las ideas útiles de los que tienen un gran fondo de amor de la patria⁴, y que trabajarian contentos en su beneficio si el imperio del idiotismo no sofocara los mejores pensamientos en el mismo punto que nacen. Pero amigo, desengañémonos que todas nuestras quejas serán estériles⁵; pues debemos tener por un axioma incontrastable: *que no hay cosa peor que tener razon*. Y sino dígalo el Banco Nacional, de cuyo objeto quiero hablarle en esta carta.

La mayor parte de España se ha conjurado contra este precioso establecimiento. Algunos sugetos dotados de luces, llenos justamente de la magestuosa idea de la libertad del comercio, entusiasmados del delicioso derecho de propiedad, enemigos declarados justamente de todo privilegio exclusivo, de todo lo que huele á monopolio, pero llenos de amor propio, por ostentar ingenio, y desplegar sus conocimientos políticos le hacen frente. Una tropa de melancólicos que jamas han tenido un pensamiento alegre, vaticinan los sucesos mas melancólicos siempre que se habla de este asunto. Y sobre todo un batallon de ignorantes⁶, ó por mejor decir de autómatos; pues jamas han meditado un solo minuto, disparan rayos y globos de fuego contra este edificio, y lo quisieran reducir á ceniza: pues lo miran⁷ con aquel terror que se veian los eclipses y los cometas en aquellos siglos de barbarie, en que era reputado por sabio de primer orden el que entendia el credo en latin, y por un Mago ó Hechicero el que trazaba en un papel algunas figuras geométricas.

Exâminemos con la rapidez que exige una carta si son justos todos los dicterios, torpezas y sandeces que vomitan los enemigos de este establecimiento; pues el analisis, valiéndonos de las palabras del célebre enemigo del Banco el Marques⁸ de Mirabau, es un reververo precioso para sacar las verdades de la obscuridad en que yacen⁹.

¹ Sous-titre absent de l'édition de 1793. (Note BH et BP)

² Dans l'édition de 1793, l'épigramme est placée après le titre suivant. (Note BH et BP)

³ « Vuestra merced » : « Votre grâce ». Dans l'édition de 1793 l'abréviation « Vmd. » remplace « Vm. » (Note BH et BP)

⁴ « las ideas útiles de los que aman de corazón á su patria ». (Variante 1793)

⁵ « Pero amigo, desengañémonos, y confesemos de buena fé, que todas nuestras quejas son estériles ». (Variante 1793)

⁶ « de este asunto: batallon de ignorantes ». (Variante 1793)

⁷ « y un gran número de preocupados lo miran ». (Variante 1793)

⁸ Foronda se trompe : c'est au Comte qu'il doit répondre. La lettre est-elle parvenue au marquis et non au comte ? Cela peut expliquer que Lemercier de la Rivière y ait répondu. (Note BH et BP)

⁹ « ¿Son justos todos los dicterios, torpezas y sandeces que vomitan los enemigos de este establecimiento? No por cierto, como se verá por análisis que voy á hacer de sus operaciones: pues valiéndonos de las palabras del célebre enemigo del Banco el Conde de Mirabau, es un reververo precioso para sacar las verdades de la obscuridad en que yacen. » (Variante 1793)

¿Cuáles son las operaciones que ha hecho el Banco?... El descuento de letras: anticipar algunas cantidades á los fabricantes: poner el dinero que ha necesitado el Rey¹ en las Cortes extranjeras: administrar todas las provisiones que exíge el ejército y la marina: y pasar á Francia el dinero que debemos á las demas Naciones.

Yo quisiera saber ¿en qué vulnera el Banco el derecho sagrado de propiedad ni de libertad en todo este cúmulo de operaciones, como no sea en la extraccion del dinero?... Yo deseara que se me dixese ¿en qué usurpa el derecho que tiene todo vasallo de participar de las utilidades del comercio?... Nadie querrá mas de corazon que yo que se conserven á los hombres sus derechos. Nadie apetece con mas ahinco que se haga añicos el monopolio: que se despedacen todos los lazos que tienen encadenado al comercio: y que se destierre para siempre del diccionario (ó que se oiga solo quando una utilidad y necesidad incontrastable del estado lo exíjan) aquella horrible voz de *privilegio exclusivo*, que solo la puede autorizar lo despotismo²: pues ataca la propiedad y libertad de los Ciudadanos, los quales una vez que parten las cadenas sociales, deben disfrutar tambien de los beneficios de la sociedad. Esto es constante; pero el Banco no se ha apoderado de unos privilegios que pertenezcan á todos, á reserva de la gracia de pasar el dinero: con que todas las quejas que no ruedan sobre este capítulo son infundadas, y yo haré ver que estas tambien lo son.

Uno de los principales objetos de dicho establecimiento es el descuento de letras. Esta operacion, léjos de perjudicar al comercio, léjos de privar la libertad de los negociantes, facilita los medios de que circule con mas rapidez, y de que no se detengan las operaciones de éstos por la falta de dinero, el qual lo proporciona esta columna de la Nacion á un premio moderado, y hace ahorrar al negociante los crecidos intereses que le haria pagar el Monopolista, el Usurero quien va aumentando el premio en razon de la necesidad del demandante; pero el Banco jamas se aprovecha del estado lamentable del negociante para sacrificarlo. Tampoco ha pretendido jamas ser el único depositario de este derecho, fomentador del tráfico. Si alguna Ciudad quisiera hacer semejante comercio no hallaria ninguna oposicion en él. Pero no hay particulares? ¿no hay Compañías que hagan este giro?... ¿Pues por qué título le ha de estar inhibido al Banco que exerza una negociacion, que á mas de ser lícita á todo el que quiere emprehenderla, llevando el interes que exíjan las circunstancias, es de un beneficio innegable; pues se ciñe á una utilidad fixa, quando los demas la alteran siempre que les conviene?

En quanto al adelantamiento que ha hecho de algunas cantidades á varios fabricantes, no habrá quien sea tan loco que diga ser un crimen aquella clase de anticipaciones que promueven la industria del Reyno: que contribuyen á ocupar un gran número de sugetos que sin este socorro se hubieran visto en la dura necesidad de tener sus brazos cruzados, y alimentarse³ del ayre como el camaleon, con perjuicio de nuestra poblacion, del Real erario (porque el que nada tiene con nada puede contribuir) y con una pérdida cierta de la masa del numerario y del comercio en general.

Por lo que mira al dinero que pone en las Cortes extranjeras, ya se dexa ver que resulta un beneficio á la Nacion y á nuestro Monarca, ó por mejor decir á nuestro Protector, á nuestro Padre; pues estos títulos, á mas de ser los mas justos, serán ciertamente los mas agradables para el bondadoso y constante CARLOS III. pero ya veo que no me es lícito separarme de una vieja rutina por llamarle como me inspira mi corazon, y así digo que á nuestro Monarca le es útil por el ahorro de los sueldos que se llevaban los Tesoreros, y á la Nacion porque recaen sobre ella todos los gastos del Real erario; pues quanto mas expenda es preciso que sean mayores las contribuciones de los vasallos.

El Rey nécesita valerse de Tesoreros ó de alguna casa de Comercio para esta operacion, y léjos de preferir á ninguna en competencia del Banco, está obligado por las leyes del reconocimiento, de la razon y del bien público á fiar á su cuidado dicha comision; pues se puede contemplar para semejante especulacion como á una casa de Comercio: pero como á una casa de cuya permanencia resultan mas ventajas al Estado que de ninguna otra; á mas de que así disfrutan mayor número de vasallos de la utilidad que se saque de una negociacion de esta naturaleza.

En órden á las provisiones del ejército y de la marina, me parece que nunca se debieran hacer por asiento: ya porque en una serie de años le será mas gravosa al Real erario, pues los Asentistas no pueden empeñarse en esta obligacion sin la probabilidad de una ganancia de veinte y cinco por ciento, y ya porque el particular procurará traer de los paises extranjeros todos aquellos géneros que esten

¹ « que necesita el Rey ». (Variante 1793)

² « la ignorancia ». (Variante 1793)

³ « y alimentarse ». (Variante 1793)

mas baratos con perjuicio de los naturales, quando el Banco prefiere éstos aunque le sean mas costosos, consiguiendo de este modo derramar las riquezas entre los Españoles: y todo el mundo sabe que los Monarcas son ricos siempre que lo son los vasallos. A esto se junta que el corazon sensible de CARLOS III. no puede permitir que ninguno de sus vasallos¹ se empobrezca por la desgracia de encontrar con siete ú ocho años de malas cosechas, ni tampoco que se enriquezca por la felicidad de una grande abundancia de frutos; pues es un juego de dados, á ménos que los Asentistas no tengan á su lado Faraones que sueñen que ven salir del Nilo siete vacas muy gordas, y tras de estas otras siete muy flacas que tragan á las primeras, y Josephes que les digan que esto quiere decir que tras de siete años muy abundantes han de venir otros tantos estériles, y que así es preciso rellenar bien los graneros.

Supuesto que se debe hacer por administracion, ¿quién merece mejor que el Banco ser el encargado de una comision en que ninguno queda perjudicado, ni nadie² tiene tanto derecho como él?

En lo que concierne al privilegio de extraccion de la moneda es cierto que estan vulnerados los derechos de los Ciudadanos; pero esta concesion no es sino temporal, y hay razones muy victoriosas en su favor.

En consecuencia de los pactos sociales que nos reunen estamos obligados á sacrificar todos aquellos derechos, de cuya privacion redunde un beneficio considerable al Estado. Ahora bien, del comercio de pesos duros solo disfrutaban algunos comerciantes pundonorosos, y un gran número de Comerciantes contrabandistas; de lo que resultaba, que el año que entraba mas en el Real erario por derechos de extraccion no pasaba de ocho millones, quando el Banco en dos años le ha producido pasado de treinta y uno³. Por consiguiente todos los vasallos tienen que contribuir para las cargas del Estado con diez y seis millones de ménos que ántes del privilegio del Banco, y viene á refundirse en ellos una riqueza que se repartia la mayor parte⁴ entre un gran número de defraudadores, ó por mejor decir vandoleros del público. En esta atencion el voto⁵ general de los Españoles no puede ménos de estar á favor de una providencia que contribuye á que sea mas suave el peso de las contribuciones.

Lo admirable es que griten contra este privilegio una turba de gentes que no tienen interes ninguno, porque no hacen este comercio. ¿Pues cuál es el resorte que pone en movimiento continuo su lengua para despedazar al Banco de S. Cárlos?..... La ignorancia ó maledicencia; porque si ellos estuvieran⁶ penetrados del amor patriótico de que tanto blasonan: si corriera por sus venas el torrente de fuego de que parecen inflamados quando se habla de este asunto, despreciarian esta minucia para gritar sobre otros objetos de la mayor importancia. Seria muy ridículo que se detuviera uno á componer los rizos quando se incendia un pueblo⁷. En esta atencion⁸ si á los detractores del Banco les debora el bien de su pais, dexen estas vagatelas: corran por los campos á dar lecciones á los labradores, y emendar aquellas viejas costumbres que tanto perjudican á la agricultura: anímenlos á que rocen varios terrenos: á que planten olivos, morales y otros diferentes árboles: hagan ver los obstáculos que se oponen para que arribe al mayor grado de su prosperidad la industria, el comercio y las manufacturas: pinten con todo el horror que les dictará⁹ el cariño nacional de que afectan estar penetrados todas aquellas cofradías ó asociaciones de artesanos, inventadas para fixar el monopolio, y destruir la concurrencia, alma de la industria: demuestren lo útil que seria la permission de que todo el mundo hiciera uso de sus talentos y de sus brazos, sin la torpe precision de pasar por un exâmen que la razon detexta, que los políticos de primer orden reprueban, y que el exemplo de la Toscana y de la Holanda hace ver su inutilidad: prediquen la libertad ilimitada de extraer del Reyno todos los frutos y géneros manufacturados sin pasar por aduanas, guardas, informaciones, visitas, certificaciones, corresponsivas, derechos, etc. etc. Persuadan á la Nacion que es tan ridícula como funesta aquella distincion que se hace de naturales y extrangeros: que no debe haber leyes particulares para la naturalizacion: que es perjudicial herizar de dificultades el establecimiento de los extrangeros: que desde el mismo dia que entran en España deben comenzar á disfrutar de todas las ventajas que gozan

¹ « que ningun ciudadano ». (Variante 1793)

² « y en que nadie ». (Variante 1793)

³ « quando el Banco le ha producido en dos años pasado de treinta y uno ». (Variante 1793)

⁴ « cuya mayor parte se repartia ». (Variante 1793)

⁵ « Así el voto ». (Variante 1793)

⁶ « porque si estuvieran ». (Variante 1793)

⁷ Phrase supprimée. (Variante 1793)

⁸ « En este supuesto ». (Variante 1793)

⁹ « dicte ». (Variante 1793)

los demas; pues nos traen sus talentos, su industria, sus brazos, y tal vez su dinero. Armen la guerra á las Universidades, y ofrézcanles planes de reforma, para que los concurrentes á ellas estudien cosas útiles y sólidas. Inculquen á menudo sobre la necesidad de refundir de nuevo el código de las leyes. En una palabra, declárense enemigos de todos los absurdos, de todos los delirios, de todas las preocupaciones de que estan rebotando nuestras cabezas, y elogien al Banco Nacional, el qual está muy léjos de ser el enemigo de la libertad del comercio, de acumular privilegios exclusivos, y de ejercer ningun monopolio. Confiesen que sino hubiera sido por él no se hubiera¹ sosegado en mucho tiempo el terremoto que produjo en el comercio la invencion de los Villetes. Publiquen que ha sido una bomba inspirante del oro y plata que se hallaba en los pozos de las casas, porque no sabian en que emplearlo, y les faltaba la confianza. Repitan que ha sido el aniquilador de aquellos banqueros que hacian el cambio de letras, ó por mejor decir de aquellos asesinos de los bolsillos de los particulares, que como unas aves de rapiña estaban esperando á que llegase un desgraciado para arrojarse sobre él y devorarlo. Convengan en que ha favorecido las manufacturas y el comercio: que ha aumentado el número de los matrimonios con las dotaciones que reparte, y derramado² la alegría entre muchas mugeres, que por falta de este socorro dexaban inútiles los votos de la naturaleza: y que ha aumentado el tesoro Real por los derechos causados en virtud de la extraccion del dinero. Esto es lo que debian panegirizar. Todos sus talentos debian emplear en hacer ver estas útiles y deliciosas verdades, y no empeñarse en difundir el terror, y confirmar á la ignorancia en sus erradas ideas.... Amigo, Vm. perdone, no me acordaba que estaba escribiendo una carta, y no un sermon. Yo he dexado correr la pluma sin libertad; mi corazon se ha enfurecido al acordarse de los enemigos injustos del Banco: se ha acumulado sobre él una porcion grande de electricidad, y así he descargado un monton de rayos; pero como estan vestidos de materias ideo-eléctricas dichos sugetos, no conseguiré abrasarlos. Conozco mi debilidad. Conozco mi poca energíá para persuadir á una casta de gentes que no quieren ser convencidos; pero me consuelo al ver que nuestro sabio Gobierno está intimamente penetrado de la necesidad de sostenerlo, ya por las ventajas que produce al Reyno, y ya porque sabe que tocarle en algun punto de su constitucion, seria hacer una llaga incurable á la opinion y confianza pública: esta columna que sostiene los edificios de los Imperios, y sobre la qual está edificado el Banco; y así se guardarán³ bien de quitar alguna de las piedras sobre que descansa; pues al instante empezará á vacilar: las oscilaciones serán por minutos mas extendidas: perderá el equilibrio, y se desplomará. Su choque conmoverá todo lo que circunde: cogerá debaxo de sus ruinas una inmensidad de familias: el dolor y consternacion se difundirán por todos los ángulos de la península, con tanta rapidez como llegan á nuestros oidos y vista los truenos y relámpagos: los Villetes volverán al estado de envilecimiento en que los hemos visto: todos cerrarán sus bolsillos: habrá órdenes y contraórdenes para obligar á tomar estos signos de los metales: los crímines nacerán, porque será mas fuerte el deseo de conservar el dinero que el temor del castigo: el comercio quedará estancado: el desórden aparecerá por todas partes: todo será quejas: todo será lamentos: todo será desgracias: todo... separemos de la imaginacion, dulce Amigo, todas estas lóbregas ideas; pues no hay que temer una borrasca semejante. CARLOS es nuestro Padre, el Príncipe y Princesa las delicias de todos los Españoles, y los Ministros que rodean el Trono demasiado iluminados para no preservar al Banco de todos los tiros de la envidia, y de los uracanes que pueden excitar aquellos corazones amasados como el de Neron, y que á su exemplo se ponen á cantar al ver los destrozos que hace el fuego que ellos han encendido.

Yo estoy tan confiado de la ineficacia de los enemigos del Banco, á vista de los Protectores que tiene, que desearia que el Consejo me permitiera vender mi Mayorazgo⁴ para imponerlo en este reservatorio de riquezas, el qual se podrá acrecentar mas y mas con el proyecto que voy á proponer, y que sujeto enteramente á la censura de Vm.

Ya he dicho y vuelvo á repetir que detesto todos los privilegios exclusivos, á ménos que una indubitable utilidad de la Nacion los legitime: y así seria de parecer que se le finalizase al Banco la

¹ « habria ». (Variante 1793)

² « que ha derramado ». (Variante 1793)

³ « por consiguiente se gardará ». (Variante 1793)

⁴ Le *mayorazgo* (ou *vínculo de mayorazgo*) est une ancienne institution du droit castillan fondée sur le droit d'aînesse (ou lien de primogéniture) qui permettait de maintenir un ensemble d'actifs reliés entre eux de manière telle que leur lien ne puisse être brisé. Les biens étaient liés et transmis à l'héritier, le fils aîné communément, de sorte que les actifs d'une famille ne pouvaient être disséminés mais qu'au contraire ils devaient augmenter de génération en génération. (Note BH et BP)

concesion privativa de extraer el dinero para ahogar todas las quejas, sin embargo de que he¹ manifestado que son infundadas.

Pero ántes de privarle de semejante privilegio es preciso que se dé permiso á todos los Mayorazgos de vender sus bienes con la condicion de traspasar sus capitales al Banco. De esta licencia resultaria las inapreciables ventajas que son consiguientes á que entren á gozar la libertad que les corresponden una inmensidad de tierras² que esclavizaron unos hombres forrados de vanidad, y deseosos de perpetuar su nombre. Con este traspaso el fondo del Banco será tal que no le podrán hacer ninguna impresion todos los caudales que empezarán á escaparse por la falta de dicha gracia, porque³ las principales piedras de este coloso son incommovibles por la inagenabilidad, que es inherente á esta especie de bienes: y vea Vm. aquí un nuevo motivo para dar los permisos que he insinuado, aun quando no hubiera otras razones mas poderosas, ni se hiciera caso del proyecto que propondré; pues por este medio no pudiera decaer el crédito del Banco, supuesto que no se pueden⁴ arrancar de él los capitales. Quando el fondo solo pertenezca⁵ á los Mayorazgos entra mi plan, el qual es una baqueta mágica que tiene la virtud de convertir el veneno en triaca; pues aquellas fundaciones mayorazgales, inspiradas por el orgullo, perjudicialísimas á las Artes, á la Agricultura, al Comercio, á la Poblacion, y que solo son preciosas para entumecer los hombres, perturbar su cabeza con un humo ridículo, y hacerlos despreciables y fastidiosos á todos los que los tratan, pretendo convertir⁶ en un fondo inmenso de utilidades para el estado.

¿Pero cuál será la baqueta mágica que haga este prodigio ?..... El plan, el sueño, ó como quiera llamarle⁷, (pues me es indiferente) que voy á proponer á Vm. El Banco ha de continuar como hasta el día, abrazando solo los objetos que se propuso en los principios de su institucion: al paso que el Rey vaya suprimiendo sus Villetes, formará Villetes de Banco como los de Londres, ó los de la caja de descuentos de Paris, y no ántes, porque no nos veamos en el melancólico punto de que excedan los signos representativos de los metales á las monedas. A estas operaciones reunirá el tráfico de *seguros*.

El fondo se aumentará hasta quarenta ó cincuenta millones de pesos: esta inmensa cantidad en vez de estar en un subterráneo como el dinero del Banco de Amsterdam, se le dará al Rey á un interes de cinco por ciento para la construccion de caminos, canales y pago de sus deudas; pues para hacer el giro de los seguros no es menester tener reservada toda esta cantidad.

Este comercio es tan lucrativo, que solo él basta para satisfacer la codicia de los interesados. Para convencerse de las riquezas de él no se necesita sino fixar la vista sobre las compañías que hubo de seguros en Londres y Roterdan⁸; pues las acciones de aquella llegaron á valer doce veces mas de su primitivo valor, y de ésta cinco mil florines por cada diez florines que habian puesto⁹.

Es constante que todos los aseguradores de la Europa morirán á la aparicion de este establecimiento como los páxaros que se determinaban á pasar por el Aberno: él será como la Bara de Aaron, que criará una culebra que se comerá á todas las demas: pues ninguna compañía tendrá tanto crédito, tanta seguridad ni tanto fondo. Todos estos cuerpos procurarán ocultar el estado de sus caudales. Los comerciantes siempre dudosos sobre la flaqueza ó robustez de las casas en que aseguran siempre temiendo una quiebra, procuran repartir entre muchas sus seguros. Pero con el Banco estan desvanecidas semejantes inquietudes; pues se sabrá todos los años el fondo que tiene por los estados que imprimirá.

Formemos un cálculo por mayor de este giro.

Navios.

¹ « ha ». (Variante 1793)

² « De esta licencia resultarian las inapreciables ventajas, que son inseparables del recobro de la libertad, de que deden gozar una inmensidad de tierras ». (Variante 1793)

³ « pues ». (Variante 1793)

⁴ « podrán ». (Variante 1793)

⁵ « pertenezca solo ». (Variante 1793)

⁶ « convertir ». (Variante 1793)

⁷ « como quiera Vmd. llamar ». (Variante 1793)

⁸ « Este comercio es tan lucrativo, que él solo basta para satisfacer la codicia de los interesados, como lo prueban la mayor parte de las Compañías de seguros, y particularmente las que hubo en Londres y Roterdan ». (Variante 1793)

⁹ « por cada diez de los que se habian puesto al principio ». (Variante 1793)

La Inglaterra tiene	06 000 ¹ .
La Holanda	05 000.
La Francia	03 000.
La España, la Suecia, etc. etc.	<u>06 000.</u>
	Total ... <u>20 000.</u>

Supongamos que el valor de la cargazon de cada navío vale 20 0 pesos, y que no hace mas que un viage por año.

Será ²	400. millones.
Otro tanto de su retorno.	400. millones.
El valor del casco de cada navío á razon de 10 0 pesos	<u>200. millones.</u>
	Total ... <u>1000. millones.</u>

Supongamos que la mitad de estos navíos se asegurarán por el Banco: entónces quedan 500. millones

Esta cantidad á razon de dos por ciento, contando los viages pequeños con los de un extremo al otro de la Europa, con los hechos á las Antilas, al mar del Sur, á las Indias Orientales, á la China, con lo que aumentan los premios de los seguros por razon del invierno etc. da la utilidad de 10. millones

Rebaxando un medio por ciento del total que se emplea, suponiendo que se pierde una embarcacion de 200 es 02...y 500 0.

De gastos un medio por ciento de la ganancia 00. 37 0 500.

Para que se haga mas demostrable la utilidad de mi proyecto, reputo por nada el millon y medio de pesos que se reputa³ el producto de las provisiones 000.

Igualmente dexo de contar los doscientos mil pesos en que está reputado el provecho de la comision del pagamento de las Cortes extrangeras 000.

Tambien por nada el producto de las letras de descuento y de los Villetes del Banco, que sin aumentar⁴ realmente el caudal, aumenta el dinero del Banco; esto es, supongamos que se emplean seis millones de pesos en esta operacion, y que tres son de Villetes, á razon de quatro por ciento rendirán 24 0 pesos 000.

Tampoco cuento el interes de cinco por ciento de las cantidades anticipadas al Rey, las quales serán lo que ménos treinta millones de pesos, y por consiguiente un millon y quinientos mil pesos de réditos 000.

Resta la utilidad líquida de 07. millones y 462 0 500. pesos.

Esta cantidad repartida entre cincuenta millones de pesos, dará un interes que pase de catorce y medio por ciento: de esta cantidad solo se repartirá un cinco, y el resto se guardará para soportar los golpes que la desgracia pueda descargar sobre él, y se hará en cada lustro el dividendo que se contemple necesario.

Este cálculo no es tan exâcto como una demonstracion geométrica, ni yo pretendo que lo sea; pues para mi objeto basta que se conozca su utilidad, y de que se vea que léjos de ser muy entumecido, peca por moderado. Siendo así que he dexado de poner una multitud de partidas útiles para los interesados.

A esto se reduce mi proyecto. Desde luego se dexa⁵ ver las ventajas que se seguirán á la España de que se derrame por ella aquel torrente de riquezas que se difunde entre la mayor parte de las plazas de comercio de la Europa.

¹ Le symbole 0 – appelé *calderón* – est un dérivé des diverses formes latines indiquant 1000 notamment utilisé dans l'ancienne comptabilité espagnole. (Note BH et BP)

² « serán ». (Variante 1793)

³ « que se considera ». (Variante 1793)

⁴ « engrasar ». (Variante 1793)

⁵ « dexan ». (Variante 1793)

Vm. me dirá que no habrá Mayorazgos que se quieran deshacer de sus tierras por interesarse en un comercio de esta naturaleza. Creo que que está Vm. equivocado. Todos miran con horror la miseria: todos desean aumentar la esfera de sus comodidades. A la mayor parte de los Mayorazgos de Alava, Guipuzcoa, Vizcaya y Navarra, excepto la Ribera¹, solo les redividen sus tierras uno y medio, ó á lo sumo dos por ciento. Y así será muy raro el que reflexionando sobre esta alternativa, prefiera quedarse con sus terrones, y no quiera tomar parte en la sólida y brillante perspectiva que les ofrezco.

Vm. me dirá tambien que esta especulacion está expuesta á todas las vicisitudes del comercio. Vm. no se acuerda de aquella ciencia inventada por los matemáticos, baxo el nombre de probabilidades, la qual hace ver qué remoto es el peligro de una total pérdida². Pero supongamos que se dé al traste con todo el capital, siempre se habrá conseguido un bien, y es acabar con esta *peste* de Mayorazgos: permítame Vm. esta bufonada por conclusion de este proyecto, el qual tal vez será un sueño; pero un sueño alegre que parte de unos deseos de la felicidad³ de mi patria.

En todo caso reflexione Vm. sobre mi pensamiento, y si le parece que puede ser útil, maniéstelo á quien pueda ponerlo en planta; pero si cree que es un desvarío, ó por mejor decir una produccion de un momento de efervescencia, sepúltelo en el olvido, con tal que quede siempre dentro de su corazon su tierno amigo.

V. F.

Bergara⁴, Agosto 24 de 1786.

Sr. D.n. M. A. de H.⁵

**CARTA DE MR. DE LA RIVIERE,
impugnando dicha Carta⁶.
[Paul Pierre Lemerrier de la Rivière]**

Muy Señor mio y mi dueño: una casualidad ha puesto en mis manos un folleto en favor del Banco, que finaliza con dos letras iniciales, las cuales significan, segun me han dicho, Valentin de Foronda. Vm. insinua en su papelito que el Señor Conde de Mirabeau es enemigo declarado de dicho establecimiento: este Caballero está ausente; yo le he servido de Secretario, me hallo penetrado de los mismos principios, y así permítame Vm. que le comunique mis reflexiones.

Estamos conformes en lo que mira á los obstáculos que embarazan los progresos de la industria y comercio Español; y lo estamos igualmente en lo que Vm. dice de los perjuicios inmensos que resultan á la agricultura de las fundaciones Mayorazgales: y así suplico á Vm.⁷ que no calle hasta que sus voces lleguen al trono, y vea tratar de los medios de remediar semejante enfermedad: en la inteligencia que este será el mayor servicio que puede Vm. hacer á su patria.

En quanto al Banco me parece que no ve Vm. con bastante claridad: Si Vm. se hubiese tomado el trabajo de detenerse un poco á analizarlo hubiera reconocido la impropiedad de su denominacion, y que se debiera designar con el de Compañía: tienda Vm. la vista por todos los de la Europa, y verá que á ninguno se parece.

Los objetos de esta Compañía se reducen al descuento de letras, á la administracion de las provisiones del ejército, y de la marina, á los pagos de la Corte en los Países extrangeros; y para su desempeño ha creido necesitar nada ménos que el capital de quince millones de pesos fuertes.

¹ « A la mayor parte de los Mayorazgos de estos países ». (Variante 1793)

² « Vmd. me dirá tambien que esta especulacion está expuesta á todas las vicisitudes del comercio, por no acordarse de aquella ciencia inventada por los Matemáticos, baxo el nombre de probabilidades, que hace ver lo remoto que es el peligro de una total pérdida ». (Variante 1793)

³ « deseos sinceros de la felicidad ». (Variante 1793)

⁴ La ville de Bergara (en basque) – ou Vergara en espagnol – est située dans la province du Guipuzcoa. (Note BH et BP)

⁵ « Señor Don Mirabeau, Amigo de los Hombres. » (Note BH et BP)

⁶ Sous-titre particulier à l'édition de 1793. (Note BH et BP)

⁷ « en este supuesto suplico á Vmd. » (Variante 1793)

Desde luego convengo con Vm. en que no queda vulnerada la libertad del Ciudadano por ninguno de dichos artículos: ¿pero por qué título ha subido el premio del descuento á quatro y medio por ciento en Madrid, quando por la Real Cédula¹ está obligado á no exceder de quatro? ¿por qué ha anunciado que se pondrá á cinco el año próxîmo? ¿y por qué lo ha arreglado á cinco en Cádiz?... Vm. me dirá que es porque se verifique su objeto: esto es, de ser útil al Comercio: y en este caso nada tendré que responder á Vm.: á quien solo le haré presente que aquí se camina al mismo fin por un principio contrario, como lo prueba el decreto qua acaba de notificar el gobierno á la caja de descuentos por el que manda que baxe á quatro por ciento de quatro y medio á que habia subido con su permiso durante la guerra.

La administracion de las provisiones, llevando diez por ciento de comision, y quatro por las anticipaciones. ¿es por ventura mas útil al fisco que los precios fixos de los Asentistas?... Vm. manifiesta que no tiene la menor duda sobre este asunto, pues asegura que ganan siempre los emprehendedores un veinte y cinco por ciento. Desde luego suscribo á esta decision, no porque esté convencido de ella, sino únicamente por tener el gusto de preguntar á Vm. ¿si la experiencia y operaciones de la Compañía han demostrádo que se hace este servicio con mas economiá: como asimismo², de qué datos se han valido para esta comparacion, y quiénes son los que han apurado semejante cálculo?... Quanto tendria que decir á Vm. sobre este asunto, pero como le veo tan prevenido, y aun tan exáltado, que seria difícil introducirle en una discusion imparcial, me ceñiré á decir á Vm. que todos los ramos de las provisiones se debian³ poner á subasta, y recaer en aquellos sugetos que se quisieran encargar de ellos al menor precio. No tema Vm. que se arruinen ni enriquezcan: abran Vms. la concurrencia, y el Rey será bien servido; la Compañía puede hacer su postura, y en el caso de que quede por él el remate en virtud de sus ventajoses proposiciones, se podrá decir con mas fundamento que no vulnera la libertad de los individuos.

Los pagamentos que hace en los Países extrangeros por cuenta de la Corte ascienden solo un año con otro á veinte y cinco millones de reales, y así no son⁴ un objeto sobre el que pueda reclamar el comercio: pero ¿por qué hace contra su instituto lo que llamamos en Francia la *Banca*, librando letras de cambio sobre Paris, y tomándolas tambien sobre todas las plazas de España⁵ á un interes de seis y medio por ciento lo que ciertamente no es ventajoso al Comercio?

Segun su última cuenta:

Los descuentos le han producido	1.260.519.	r ^s .v ⁿ .
Los pagamentos por el Tesorero Real	253.164.	
Las provisiones	<u>5.628.337.</u>	
Total	<u>7.142.020.</u>	

Para todos estos servicios un capital de cien millones de reales parece muy suficiente : y así me alegraria saber de Vm.⁶ en qué se emplean los otros doscientos millones. Si es en Villetes Reales Vm. convendrá en que los Directores no necesitan poner su entendimiento en prensa para hacerles ganar los quatro por ciento que producen: pero advierto por la misma cuenta del Banco, que se presta á otros muchos pagamentos que no son de su institutos, y que á pesar de esto deben quedarle aun en caja muchos fondos ociosos: De todo lo dicho saco la consecuencia que ha calculado mal quando fixó su capital á trescientos millones.

Entremos ahora á hablar sobre la extraccion exclusiva de los pesos. Si nos atenemos al art. 43 de la Cédula⁷, parece que no habia pensado en este asunto al tiempo de su fundacion. Despues de su establecimiento es quando se le ha ofrecido esta idea, de la qual hace un monopolio escandaloso que

¹ Cédule royale du 2 juin 1782 : *Real Cédula de S.M. y Señores del Consejo, por la qual se crea, erige y autoriza un Banco nacional y general para facilitar las operaciones del Comercio y el beneficio público de estos Reynos y los de Indias, con la denominación de Banco de San Carlos, bajo las reglas que se expresan.*, Bilbao, por la Viuda de Antonio de Egusquiza, 1782, 27 p. Biblioteca de Castilla La Mancha : EMD 047007. (Note BH et BP)

² « como asimismo » absent de la réédition. (Variante 1793)

³ « debieran ». (Variante 1793)

⁴ « así no son ». (Variante 1793)

⁵ « librando letras de cambio sobre todas las Plazas de España ». (Variante 1793)

⁶ « así me alegraria que me dixese Vmd. » (Variante 1793)

⁷ Article XLIII : « Quando el Banco necesitare sacar moneda fuera del Reyno con el permiso regular para cumplir los encargos que ahora satisface el Real Giro, deberá, como qualquiera particular, pagar los derechos Reales de extraccion. » *Ibidem*. (Note BH et BP)

arruina al Estado. Segun me han dicho acaba de fixar el precio de la plata á quarenta y nueve libras y ocho sueldos el marco: mil pesos fuertes valen, si no me equivoco, veinte mil reales de vellon: añado tres quartillos por ciento por los gastos hasta Bayona, que componen veinte mil ciento y cincuenta reales, ó trescientos y treinta y quatro doblones y medio, y alguna pequeña fraccion. Los mil duros pesarán en Bayona ciento y diez marcos, los quales al precio de quarenta y nueve libras y ocho sueldos, valdrán ó producirán en dicho pueblo cinco mil quatrocientas y treinta y quatro libras, de donde resulta el cambio de diez y seis libras, quatro queldos y diez dineros por cada doblon.

La Compañía conoció que el comercio quadaba perjudicado por el privilegio del Banco, y que no dexaria de reclamar, sus derechos: por esto quiso declarar en una de sus cuentas anuales, que no pensaba causar el menor perjuicio: que no se proponia otro objeto, que el asegurar al Rey sus derechos; é impedir el contrabando: que se contentaria con un pequeño beneficio, y que daria letras de cambio á los particulares que necesitasen remitir dinero á los Países extrangeros, al precio que se vendiesen en Francia los pesos fuertes: de modo que les salieran como si ellos mismos los hubieran enviado por su propia cuenta: Dígame Vm. ¿ha cumplido su palabra? Ya he demostrado á Vm. que los pesos que vende le producen diez y seis libras quatro sueldos y diez dineros por doblon: sin embargo no los paga sino catorce libras y diez y ocho sueldos, de cuya operacion le resulta una diferencia de una libra seis sueldos y diez dineros, que son mas de nueve por ciento, y rebaxando quatro de los derechos reales, le quedan cinco de beneficio: ¿es este, por ventura el medio de impedir el contrabando como lo anunciaba? ¿ántes bien no es el modo de estimularlo? El comercio furtivo se hacia ántes, y se hará siempre que haya derechos que pagar, ¿pero hasta qué punto se hará actualmente en que ofrece un nueve por ciento de ganancia? ¿Así cumple la promesa de dar al comercio en el cambio el precio líquido de los pesos? ¿El obligarle á pagar un nueve por ciento mas caro todos los consumos que necesita extraer del extrangero es el servicio que hace á la nacion? De dos años á esta parte Vms. introducen una gran porcion de trigo por las costas del Mediterráneo y de Andalucía, el qual si cuesta¹ sesenta reales, sale á sesenta y cinco y medio por la diferencia del cambio, ¿no es este un verdadero impuesto? ¿no es el pobre pueblo quien lo paga?... Vm. le dice para consolarlo que sus contribuciones disminuyen en razon del beneficio que logra el fisco: de donde se infiere que Vm. ignora lo que pasa en su casa ó pretende engañar á sus Compatriotas: pues yo que me hallo á trescientas leguas de Madrid veo todo lo contrario, y sé que se han aumentado mucho en esa Corte, y que se han expedido órdenes para aumentarlas en todo el Reyno: así la condicion del pobre se va empeorando, y sin embargo Vm. se atreve á asegurar que esta Compañía le es útil?... Convenga Vm. en que es vergonzoso autorizarlas² á continuar este monopolio.

Los pesos fuertes que pasan á los Países extrangeros, no son sino la paga de las mercaderías que les han suministrado á Vm., tanto para su consumo como para el de las Indias: por consiguiente les pertenece de justicia, y así déxenlos Vms³. salir libremente, y entónces se acabará el contrabando; los cambios serán en su favor; el pobre pueblo pagará mas varatas las mercaderías extrangeras que necesita⁴ comprar: se encontrará en mejor disposicion para pagar los tributos, y harán conocer⁵ á la Europa que están iniciados en los verdaderos principios de la economía política.

Vm. delira desde la pág. 10 hasta la 14⁶. Es falso que esta⁷ Compañía ha acreditado los Villetes de Estado, ántes bien es notorio que ha sido la primera en recibirlos con pérdida contra lo ordenado en la pragmática de su creacion: pues ha habito un tiempo que daba⁸ un cambio mas favorable á trueque de dinero que de Villetes.

Estos signos de los metales no necesitan de otro auxilio para sostener su valor en el comercio, sino que el gobierno pague con exâctitud los intereses, y Vm. verá que ganan en lugar de perder: á esto se reduce todo el nudo gordiano, y Vm. ve que no está muy enredado.

¹ « que si cuesta ». (Variante 1793)

² « autorizarla ». (Variante 1793)

³ « así déxenlos Vmds. ». (Variante 1793)

⁴ « necesite ». (Variante 1793)

⁵ « y harán Vmds. conocer ». (Variante 1793)

⁶ Cf. *infra*, pp. XXXX.

⁷ « esa ». (Variante 1793)

⁸ « un tiempo, en que daba ». (Variante 1793)

¿Qué ideas ha formado Vm. de los Banqueros quando se determina á decir que son unos asesinos de los bolsillos de los particulares?... Debe Vm. saber, que aun quando quisieran¹ no podrian serlo, pues la concurrencia debe contenerlos en los límites que pone el curso corriente de la plaza de comercio. El epíteto que ha dado Vm. á los Banqueros seria mas propio para su Compañía, como que oprime el comercio de los particulares, segun se lo he demostrado á Vm. ¿pero tal vez esta clase de negocios no le son á Vm. familiares, y en este caso lo trataré con indulgencia, pero le aconsejo que no escriba sobre materias que le son forasteras.

Vm. concluye su folleto efreciendo un soberbio proyecto á la Compañía, á la qual le aconseja que haga el comercio de seguros, y le² hace ganar siete millones y medio de pesos por un rasgo de pluma. Vm. ha tenido un hermoso sueño, y no puede ménos de encontrar en él el placer mas delicioso: así seria yo tan cruel como injusto en privarle³ de semejante placer. No haré tal cosa, pero quando despierte la suplico pare su atencion en mis reflexiones, y empeñe⁴ á su Compañía á adoptar un plan que sea mas útil al bien público, el qual debe ser el único objeto del gobierno de Vms⁵.

Queda á la disposicion de Vm. su mas afecto y seguro servidor Q. S. M. B⁶.

De la Riviere.

Paris y Noviembre 29 de 1786.

RESPUESTA Á MR. DE LA RIVIERE.
Carta en que se responde à la de Mr. la Riviere⁷.
[Valentín de Foronda]

Muy Señor mío, y mi dueño: Recibo una de Vm. á la sazón que se habla mucho en esta Corte del chasco que han llevado muchas gentes á quienes se les ha dirigido por el correo un impreso contra el Banco de S. Cárlos, que les ha costado la bagatela de treinta pesetas de porte: desconozco la letra del sobre escrito; observo que la carta es muy abultada; desde luego se me ofrece que seria⁸ algun papel concerniente al mismo asunto; la abro rápidamente; me encuentro con dos pliegos de papel, escritos con tanta hermosura y limpieza que me enamoran: comienzo la lectura: reparo que Vm. habla de mi folleto, y que habia descifrado las dos letras con que me firmaba: mis deseos de saber el contenido, se redoblan; veo que me lisongea Vm. en la fachada de su carta, suplicándome que levante la voz hasta que lleguen mis gritos al Trono, y consiga disipar la contagiosa y funesta peste de los Mayorazgos; encargo, que á mas de hacerme mucho honor, conviene precisamente con los deseos que tengo de que se extermine una invencion perjudicialísima al comercio: desconocida entre los Griegos y Romanos; desconocida en varios Países de la Europa: que aprisiona una calidad de bienes libres por su naturaleza, y que nadie tiene derecho de encadenarlos y de traspasarlos á la última posteridad, con una inmensidad de limitaciones, que no puede imponer justamente el que tiene que dexar sus riquezas quando la naturaleza ha destruido su exístencia; veo, vuelvo á decir, que Vm. me lisongea en dicha comision, y como estoy intimamente persuadido á que los Franceses son unos sugetos llenos de ciencia, buen gusto, y sobre todo de urbanidad; pues esta es tan grande, que les hace decir algunas veces en sus cumplimientos *necedades*; pero *necedades* agradables, no me esperaba que tuviera Vm. la bondad de anegarme en un diluvio de personalidades, ó por mejor decir, de desvergüenzas, de dicitrios y de insolencias; pero no crea Vm. por esto que use de tan viles armas en esta respuesta, aunque en algun modo podria emplearlas, aprovechándome de la libertad que me concede el derecho de represalia. Si por casualidad se me escapa alguna palabra que no suene bien á los oídos de Vm., le protexto desde ahora que mi voluntad no tiene en ella parte; pues no soy capaz de ofender al que se

¹ « quisieren ». (Variante 1793)

² « la ». (Variante 1793)

³ « como injusto si le privase ». (Variante 1793)

⁴ « y que empeñe ». (Variante 1793)

⁵ « único objeto de su gobierno. » (Variante 1793)

⁶ « Q. S. M. B. » : « que su mano besa », « qui baise votre main ». (Note BH et BP)

⁷ Titre alternatif apparaissant à la table des matières de l'édition de 1793. (Note BH et BP)

⁸ « será ». (Variante 1793)

dice ha servido de Secretario al Marques de Mirabeau, y que está empapado en las mismas ideas. La amistad que tiene Vm. con dicho Caballero (aun quando sufocára los dictámenes de mi pundonor) bastaria para sujetar mi pluma, la qual siempre hará el elogio de la sagacidad, elocuencia y sublimes ideas filosóficas que ha desplegado en la obra de *Letres de cachet*¹; y asimismo de la facilidad y elegancia con que Vm. escribe, aunque no la haré de la hiel que me quiere hacer beber; pero dexemos esto á un lado, y entremos á satisfacer á Vm. del mejor modo que pueda².

Vm. me dice *que no veo con claridad en órden al Banco*, y que si me hubiera detenido á exâminarlo, pesarlo y analizarlo, me habria desengañado y llegado á conocer que se designa con un nombre impropio, y que el que verdaderamente le corresponde es el de Compañía. Despues de darle á Vm. mil gracias por el lisongero cumplimiento con que me honra: digo que Vm. sabe muy bien que las voces son unos signos destinados para representar y exprimir nuestras ideas, y que ellos son³ de convencion: tambien le es á Vm. notorio que la voz Banco no basta para dar una idea clara de todas las operaciones que exercen los que se llaman con este nombre, pues todos los de la Europa se manejan por diferentes principios, y así necesitamos recurrir al Diccionario de comercio quando queremos enterarnos de lo que son ya el Banco de Inglaterra, ya el de Amsterdam, ya el de Venecia, ya el de Hamburgo, etc. ¿Pues que inconveniente halla Vm. en que á este campo fecundo en réditos, á este reservatorio ó depósito de las riquezas Españolas, le bautizemos con semejante nombre, y el que quiera⁴ enterarse del mecanismo de sus operaciones, acuda al suplemento que se hará en la nueva Enciclopedia, ó á otro libro en que se trate esta materia? Yo no encuentro ningun embarazo, ni creo que Vm. lo tenga, pues le hago la justicia de creerle bastante filósofo supesto que cultiva la amistad del Señor Mirabeau para persuadirme⁵ á que es capaz de hacer alto sobre si se debe llamar Compañía ó Banco. Dexemos si á Vm. le parece está fastidiosa cuestión de nombre á los que se detienen en ripios de gramática, á aquellos hombres utilísimos conocidos con el nombre de puristas⁶: en una palabra á los pedantes, á los que no hacen jamas uso de su razon, á los que no saben sino hablar de las portadas y ediciones de los libros, y que siendo una especie de camaleones, se alimentan del ayre poniendo mas conato en el modo de herirlo, que el divino Hayden en deleytarnos el oido con un sin número de modulaciones tan originales como armoniosas.

Vm. me pregunta que porque ha subido el Banco tanto en Madrid como en Cádiz los premios del descuento de letras, habiéndose obligado á contentarse con un quatro por ciento; y despues de hacerme la pregunta, Vm. quiere adivinar mi respuesta, y supone que le diré la tontería, ó por mejor decir mentecatez de que *esta subida se hace para que se verifique el objeto del Banco, esto es, la utilidad del comercio*. Perdóneme Vm. que le diga que se ha equivocado en querer profetizar mi respuesta, como se lo demostrarán las reflexiones siguientes.

Un sugeto que hace una generosidad, ó por mejor decir profusion, no contrae una obligacion de hacer siempre liberalidades.

Un sugeto que comete un error no tiene ninguna precision de continuarlo: ántes bien es muy juicioso que lo confiese, y tire⁷ á emendarlo. El Banco se halla en uno de estos dos casos; elija Vm. el que quiera: bien entendido, que si elige el primero le diré que el Banco se ha cansado de ser tan profuso, y que en lo sucesivo no quiere ser tan manirroto.

Si elige el segundo, digo que ha tirado á emendar un defecto de cálculo que erró en los principios.

La pretension de Vm. tiene un gran parentesco con una persona á quien yo, ú otro qualquiera le hubiera ofrecido dar cien doblones siempre que me los pidiera; y que despues de haberle dado muchas veces esta cantidad, le avisara que en adelante no le daria mas que cincuenta: dígame Vm.

¹ Honoré Gabriel Riqueti de Mirabeau, *Des Lettres de cachet et des prisons d'Etat*, deux tomes, Hambourg, s. n., 1782, XIV-320 et 203 p. (Note BH et BP)

² « Si por casualidad se me escapa alguna palabra que no suene bien á los oidos de Vmd., le protexto desde ahora, que mi voluntad no tiene en ella parte; y que siempre elogiaré la facilidad y elegancia con que Vmd. escribe, aunque no la haré de la hiel que me quiere hacer beber; pero dexemos esto á un lado, y entremos á satisfacer á su carta de Vmd. del mejor modo que pueda. » (Variante 1793)

³ « y que son ». (Variante 1793)

⁴ « y que el que quiera ». (Variante 1793)

⁵ « de creerle bastante filósofo para persuadirme ». (Variante 1793)

⁶ « conocidos baxo el nombre de *puristas* ». (Variante 1793)

⁷ « y que tire ». (Variante 1793)

¿podría quejarse justamente este sugeto?... Yo creo que no. ¿Pues por qué se ha de quejar nadie de que el Banco haya alzado el premio de los descuentos, siendo así que no ha hecho sino disminuir una gracia, y que siempre le queda al público lo que va de cinco á seis en Madrid, y de seis á ocho en Cadiz, segun el estado presente de las cosas?

Vm. concluye el furibundo cargo de la subida del premio del dinero, dándome noticia de la providencia del Gobierno Frances, el qual ha mandado á la caja de descuentos de Paris que baxe un medio por ciento. Esa caja puede muy bien moderar sus ganancias, pues la mitad de sus fondos, quando ménos son imaginarios, y así resultará siempre un beneficio de ocho por ciento; pero en nuestro Banco, los Villetes representan fondos reales, de donde resulta que nosotros somos ménos codiciosos, pues nos contentamos con la utilidad de cinco por ciento.

Permítame Vm. que le diga¹ que me admiro que un sabio, y un Maestro en la política económica² haya caido en el renuncio de darme la noticia de la providencia que dexo insinuada, la qual viene á ser lo mismo que aprobarla, y pretender que nuestro Gobierno la imite. Yo creia que el comercio era como la planta llamada sensitiva á quien la sola aproximacion de la mano reglamentaria la arrugaba: no solo creia que la arrugaba, sino que la desecaba enteramente: creia que el tráfico solo quiere libertad: creia que todo su código se debía ceñir á dexar hacer, y quitarle los embarazos; creia finalmente, que está sujeto á las mismas leyes que los fluidos, esto es que por mas que se desordenen, por mas que pierdan su equilibrio, llegan finalmente á ponerse á nivel: esto es lo que yo creia íntimamente, y así me disimulará Vm. que no apruebe la providencia del Gobierno Frances, ni desee que el nuestro tome por norma uno que ha expedido un decreto de esta naturaleza, que aprecia tan poco la vida de los hombres, que lleva al patíbulo á el³ que ha robado una peseta, que aunque ha quitado la tortura para la averiguacion de los delitos, la conserva aun para el descubrimiento de los cómplices: de un gobierno en que se mantiene la bárbara y atroz costumbre de romper á los delinquentes, que tiene cubierto su Reyno de Bastillas, que hace uso continuo de aquellas diabólicas *Letres de cachet*, que apoya las incorporaciones de los Artesanos, que ve con ojos enjutos en Paris ocho enfermos en una sola cama en el Hospital l'Hotel de Dieu, que exíge un derecho de extraccion á los vinos de Bourdeaux, Champaña, Borgoña, á los aceytes, y á otros frutos con menoscabo de la Agricultura: un gobierno, vuelvo á decir, que castiga á los plateros si deshacen la moneda, que tiene prohibido en varias Provincias el plantío de las viñas⁴, contra aquella libertad de todo propietario de hacer lo que quiera de su terreno, que obliga á los Fabricantes á que trabajen los paños de cierto número de hilos con perjuicio del comercio de Levante, etc. etc.

Tal vez me equivocaré en este fallo, *porque esta clase de asuntos no me son familiares*, y así *me tratará Vm. con indulgencia*.

Vm. continua acriminando al Banco, y me pregunta irónicamente de si estan bien hechos los cálculos, y si la experiencia ha acreditado las utilidades que resultarán al Real erario de proveer sus tropas y marina, por la via de administracion. Es cierto que la experiencia de algunos años ha manifestado que salía perjudicado el erario. ¿Pero de aquí se sigue por ventura que estaban mal hechos los cálculos, y que en la serie de doce ó veinte años hubiera salido perdidoso?... ¿segun los cálculos mas justos de probabilidad no podía el Rey haberse prometido quedar indemnizado con muchas ventajas en lo sucesivo?... Ninguno de los Accionistas lo ha dudado, y para prueba de esta verdad, sepa Vm. que habiendo propuesto el gran poítico⁵ Cabarrus⁶, que si el Banco no queria encargarse del asiento de las provisiones, habia sugetos abonados que lo tomarian, indemnizándole de la cantidad que tiene que reintegrar al Soberano; y ademas subministrarle anualmente el diez por ciento que tiraba por administracion, no fué admitida esta brillante proposicion.

Vm. tenia mucho que decirme sobre este asunto, pero como me ve *tan prevenido y aun tan exáltado*, que seria difícil introducirme en una discusion imparcial “¡Ah Monsieur que vous etes charmant⁷!” se ciñe á insinuarme lo que debia hacer el Gobierno, y es, poner á remate esta clase de

¹ « le diré ». (Variante 1793)

² « la económica política ». (Variante 1793)

³ « al ». (Variante 1793)

⁴ « un gobierno, vuelvo á decir, que tiene prohibido en varias Provincias el plantío de las viñas ». (Variante 1793)

⁵ « el señor ». (Variante 1793)

⁶ François Cabarrus (1752-1810). (Note BH et BP)

⁷ En français dans le texte. (Note BH et BP)

provisiones. Para que Vm. vea que no estoy tan casado con mis ideas, ni tan preocupado ni acalorado que no conozca la razon, confesaré ingenuamente que la libertad de los Ciudadanos quedaba mas intacta con el partido que Vm. propone, pero no soy de su parecer en lo que mira á no temer que se arruinen ó enriquezcan los Asentistas, porque la experiencia nos ofrece hartos exemplos de esta dura alternativa.

No dudo que el Rey seria bien servido por un particular, en quien recayera el remate, pero yo defiendo que el Banco le servirá mejor que ningun particular, si se encarga de esta comision por asiento; pues es constante que todos los hombres obran por un principio de interes: que nadie es malo quando tiene utilidad en no serlo; que todas nuestras operaciones son efecto de un cálculo, ya sea falso, ya verdadero, y así abrazamos¹ las cosas en razon de las ventajas que descubrimos en ellas. Ahora bien, los Directores del Banco, en caso de servir completamente se privan de un pequeño interes, como se demostró en el Manifiesto del año pasado, quando es grande el sacrificio que hace un particular, como que en él se refunden todas las ganancias²: pero de servir mal, se les presenta la lóbrega perspectiva³ de ser el objeto de las murmuraciones del público, de cubrirse de oprobrio⁴, de conciliarse el odio de todos los Militares, y de perder la confianza de los Ministros, y la opinion, que es la vida de todo hombre pundonoroso. Dígame Vm. ¿qué partido elegirán los Directores?... Vm. es demasiadó juicioso para no convenir conmigo en que elegirán el primero, y esto aunque sea con perjuicio del Banco, pues es mayor su interes en ponerse á cubierto de los sinsabores que he expuesto, que el de complacer á los Accionistas, especialmente quando se les puede satisfacer diciéndoles que es necesario hacer algunos sacrificios en beneficio del bien público, el qual es imprescindible de la constitucion del Banco.

Con que resulta que el gobierno será mejor servido por este establecimiento á quien miran con horror la mayor parte de los que han leído la obra del Señor Mirabeau, y que no han tenido la paciencia de leer los papeles que ha publicado el Banco.

Vm. manifiesta deseos de saber que por que hace contra su instituto el comercio á quien en Francia se llama de Banca, librando letras sobre Paris, y tomándolas tambien sobre las plazas de comercio de España á un interes de seis y medio por ciento; en cuya operacion no descubre ninguna ventaja en favor del comercio.

Para complacer á Vm., digo que el comercio conocido baxo el nombre de Banca es inseparable del giro de la plata, porque necesitamos reembolsarnos de las cantidades que extraemos.

En quanto al seis y medio por ciento de beneficio debe Vm. recordarse, que por lo regular no se encuentran letras á ménos de siete ú ocho por ciento para las plazas transversales, y que todo el exceso que lleva el Banco hasta dichos seis y medio, á mas de lo que se tiene propuesto ganar en semejantes operaciones, es el equivalente ó representacion de la comision y gastos resultantes de estas operaciones, en lo que halla una gran ventaja el comercio, el qual está seguro de encontrar letras á un precio proporcionado quando le quieran sujetar los Cambistas á la tirana ley de la necesidad.

Vm. se persuade que es demasiado el capital de quince millones de pesos de á veinte reales de vellon para llenar los objetos que se propuso en su nacimiento el Banco.

Vm. cree que le deben quedar siempre fondos ociosos, y Vm. quiere que le diga en que ha empleado los millones sobrantes despues de cumplir con sus tres primarios objetos.

En lo que concierne á los quince millones de pesos, tal vez no tendrá Vm. por excesivo este capital si tiene presente que el Banco habia de correr con el ramo de provisiones por administracion, ó por asiento, y que en este caso necesitaba de grandes fondos para rellenar sus almacenes, con dos ó tres años de anticipacion, aprovechándose de las buenas cosechas, en un Pais, en que por el discurso de tres ó quatro años valen á un precio muy subido los frutos, y que despues se envilecen de repente por la grande abundancia y dificultad de la exportacion: tambien⁵ debe Vm. no olvidarse que pensaba establecer caxas de descuento en casi todas las plazas de comercio de España; que una parte de sus

¹ « y que abrazamos ». (Variante 1793)

² « Ahora bien, los Directores del Banco, en caso de servir completamente, se privan solo de un pequeño interés, quando es grande el sacrificio que hace un Asentista, como que en él se refunden todas las ganancias ». (Variante 1793)

³ « se les presenta no solo la lóbrega perspectiva ». (Variante 1793)

⁴ « mas también de verse cubiertos oprobrio ». (Variante 1793)

⁵ « tampoco ». (Variante 1793)

caudales destinaba para anticiparla á los Artesanos y Fabricantes, y que otra bastante crecida era menester que quedara en la caja para cambiar los Villetes, y derramar la confianza que merecian estos signos de los metales; pues Vm. no ignora que uno de los principales objetos de este utilísimo establecimiento fué restablecer el crédito de esta clase de papeles amonedados.

Es constante que queda con fondos ociosos, pero estos tienen el destino que acabo de manifestar.

Por lo que mira al empleo de los doscientos millones de reales que restan despues de llenar los tres objetos consabidos; Vm. sabe bien que se han invertido en la extraccion de la plata, en los granos que quedaron del año anterior, y en los dos objetos de que he hecho mencion respondiendo á la reflexion de que era excesivo el capital del Banco.

El asunto de la extraccion exclusiva de la plata es el que ataca Vm. con mas vigor.

Vm. como buen General, y así pone¹ las baterías á la plaza por la parte mas débil, y sin embargo de *que estoy prevenido, y aun tan exáltado, que será difícil introducirme en una discusion imparcial*, vuelvo á repetir lo que dixé en mi papelito, y es, que en esta parte estan vulnerados los derechos de los Ciudadanos: y añado ahora, que para despojar á un vasallo de un beneficio á que tiene derecho, no basta que éste se reparta entre un mayor número de personas; pretender que no se requiere sino esta circunstancia es adoptar un principio iniquo, es abrazar un principio fundado en el despotismo; pues si él fuera cierto, todo el mundo aprobaria la particion que hicieron tres Soberanos de un Reyno que no les correspondia, sin embargo de que uno era el perjudicado, y tres los beneficiados.

Ninguno dexaria de legitimar la accion de que le roben² á otro el bolsillo con tal que se reparta³ entre muchos sugetos.

Todos aplaudirian el que á los Mayorazgos, á los Banqueros, á los hombres ricos, se les despojase de sus bienes para repartirlos entre los Artesanos, en los Hospitales y Casas de misericordia.

Si Señor, todos estos robos lograrian la sancion pública, siempre que fuese admitida aquella atroz é infernal máxîma que acabo de rebatir; y así no pretendo que conserve el Banco el privilegio de la extraccion, porque salen mejorados un mayor número⁴ de vasallos; ántes bien deseo que se le acabe, y que cerremos enteramente la boca á sus enemigos, á los políticos y á los filosofos.

Ya veo que pretender que se obstruya un canal, que aumenta las riquezas del Banco, es pretender que se rebajen⁵ las utilidades que me tocarian como interesado: esto no obsta á que lo solicite. Yo me despojaré⁶ contento de semejantes utilidades: fuí ántes Ciudadano que Accionista, y así siempre⁷ alejaré mil leguas de mi corazon aquellas máxîmas que destruyen la libertad de mis Conciudadanos: y nunca me olvidaré de aquel principio admitido entre todos los políticos filósofos, que el gobierno se debe ceñir á conservar la seguridad general, y libertad de los vasallos, y que les debe disimular el que no se priven de un derecho que convendria á la sociedad despojarles, pues⁸ aunque este es un mal, es mucho menor que el que se seguiria de adoptar los principios contrarios.

Conozco tambien que el sacrificio que hace un Ciudadano de un derecho es una virtud, pero no una obligacion: conozco igualmente que todo hombre tiene facultad de comerciar en todos los ramos, entre los que no se exceptua el de la plata: estas verdades estan grabadas en mi corazon como en el de todos los hombres que disfrutaban de un Gobierno tan dulce y justo como el de Cárlos III., y de unos Ministros tan amantes de que se conserven al hombre sus derechos.

El Banco mismo está penetrado de estas grandes ideas, y no dude Vm. que se despojará de semejante privilegio, como acaba de pretender con el mayor empeño que se le finalice la prerogativa de la prelacion que tenían sus letras sobre las demas en todas las quiebras. ¿No será este Mr. de la Riviere el primer exemplo de moderacion que se leerá en la historia del Comercio?... ¿Ha habido hasta ahora ningun cuerpo que solicite con calor el que se disminuyan sus privilegios?... No por cierto:

¹ « Vmd. como buen General, pone ». (Variante 1793)

² « que roben ». (Variante 1793)

³ « repartiera ». (Variante 1793)

⁴ « un número mayor ». (Variante 1793)

⁵ « es lo mismo que solicitar que se rebajen ». (Variante 1793)

⁶ « no obstante, lo deseo, y me despojaré ». (Variante 1793)

⁷ « así siempre ». (Variante 1793)

⁸ « porque ». (Variante 1793)

pero nos hallamos en el siglo filosófico, y así debe el Banco¹ dexar á la posteridad testimonios auténticos de las máximas de equidad en que estan anegados sus Accionistas, quienes podrán blasonar de haber dado á toda la Europa una prueba incontrastable de su probidad y desinterés.

Ya ve Vm. que me desnudo de la parcialidad. Desnúdese Vm. tambien, y convenga en que ha llenado el Banco los tres objetos, de asegurar los derechos Reales, de impedir el contrabando, y de contentarse con un corto beneficio y poner en los países extrangeros el importe de lo que deben los particulares, dándoles letras de cambio al mismo precio que les resultaría² si ellos mismos hubieran extraído la plata por su propia cuenta.

En quanto á haber asegurado los derechos, resulta del ingreso³ de los treinta y un millones que han entrado en dos años en la Tesorería Real quando ántes en el año que mas solo llegaban á él ocho⁴ millones; de este mismo ingreso se deduce, que se ha disminuido el contrabando, cuyo logro viene á ser lo mismo que impedirlo, ó debilitar⁵ sus progresos: que es todo lo que se puede hacer: siendo así que el comercio clandestino se hará como Vm. dice siempre que haya derechos crecidos que pagar, y así nunca conseguiremos mas sino que se enerve, pero jamas llegaremos á aniquilarlo, miéntras las cosas queden sobre el pie actual, y no adopte el Ministerio el pensamiento del Banco de que se rebaxen los derechos al dos por ciento, con cuya operacion, y la alza del cambio en que piensa, se disipará casi enteramente el contrabando.

Por lo que mira al tercer punto me ceñiré á representar á Vm. las ganancias que tendrá el Banco en el año en que hemos entrado para que vea si serán⁶ ó no moderadas, supuesto que Vm. me habla de ellas, y que sus cálculos ruedan sobre los beneficios con que puede contar este cuerpo, en virtud de la contrata que ha cerrado de dar la plata á quarenta y nueve libras y ocho sueldos el marco.

En consecuencia de esta convencion, hay segun Vm. dice una diferencia de nueve por ciento, en la qual se beneficiará un cinco el Banco.

El cálculo siguiente le demostrará que⁷ se ha equivocado, y que no ganará sino poco mas de uno por ciento, y no un cinco como Vm. supone.

Por los derechos Reales	4	por ciento.
Para el canal de Guadarrama	1 1/2 id.
Para el Hospital de Madrid	-- 6/100	... id
La subida que piensa hacer del cambio	1 1/2 id.
Los gastos hasta Bayona, segun Vm. mismo supone	-- 3/4 id.
Total ...	<u>7. 81/100</u>	<u>por ciento.</u>

Ahora bien, si el Banco no gana sino poco mas de uno por ciento, los particulares que quieran llevar la plata por su propia cuenta, como han⁸ de pagar dichos gravámenes en favor de la causa pública, no podrán sacar ninguna utilidad de semejante operacion, en la qual ha de haber á lo ménos la diferencia insinuada, aun quando no militara mas razon que el ser el Banco el único dueño de los pesos duros, y por consiguiente no estar sujeto al envilecimiento, que es preciso sufra un género que tiene muchos vendedores: y aun quando contemos⁹ por *cero* todos los perjuicios que tendrian los particulares ya en la compra de los pesos duros, los quales se encarecerian por la concurrencia de compradores: ya en la pérdida del interés de los días que ha de tener la plata en la caja esperando ocasion favorable para el envío; ya en el mayor precio que le costará la conduccion, la comision, etc. etc. De cuyas reflexiones saco la consecuencia, que no solo se verificará en este año la oferta del Banco de subministrar á los particulares la plata al mismo precio que les valdria enviándola por su propia cuenta, y contentarse con aquella tenue utilidad que pende de ciertas economías que son

¹ « y por consiguiente debe ». (Variante 1793)

² « que les costarian ». (Variante 1793)

³ « Mi proposición de que ha asegurado los derechos Reales, se demuestra del ingreso ». (Variante 1793)

⁴ « á ella ocho ». (Variante 1793)

⁵ « ó á lo menos debilitar ». (Variante 1793)

⁶ « son ». (Variante 1793)

⁷ « le demostrará á Vmd. que ». (Variante 1793)

⁸ « si han ». (Variante 1793)

⁹ « contáramos ». (Variante 1793)

inaccesibles á los particulares, sino que añado, que el privilegio de la extraccion de la plata no puede ménos de permanecer en el Banco ó en otro cuerpo poderoso, aun quando se lo quieran quitar, siempre que se verifique la alza de uno y medio por ciento en el cambio, y se dé el destino que desea el Rey en beneficio del Estado, al exceso ó diferencia que hay entre España y los demas Países extranjeros en este género: ó por mejor decir, en este producto de nuestro suelo: pues ya hemos demostrado que en este tráfico solo se podrá ganar de aquí adelante poco mas de uno por ciento estando en una mano, y que nada se ganaria si estuviere dividido en muchas; así nadie querria hacer un comercio en que no pudiera prometerse ventajas, y el Banco vendria á quedar único extractor, sin que ningun basallo pudiera reclamar sus derechos vulnerados, aunque en el fondo no mejoraban de situacion, ya sea que le conserven el privilegio, ó ya que se lo quiten , como yo deseo.

Es indubitable que todos los consumos extranjeros estan recargados con un nueve por ciento á ménos que se levante el cambio. Pero lo que Vm. llama un mal, yo lo llamo un bien. ¡Qué variedad de opiniones entre los hombres!

¿Qué resultará de dicho recargo?... ¿Qué perjuicios se seguirán de él á la agricultura y manufacturas?... Que nuestros granos y demas frutos se venderán en el Reyno con preferencia á los extranjeros, los que no podrán competir con ellos en virtud de semejante gravamen; que se consumirán mas de nuestros paños y demas efectos de nuestras manufacturas; que los pañuelos de seda y algunos otros tejidos Españoles se venderán en los Países extranjeros á mayor precio: que nuestro fierro, nuestros vinos[,] aceytes, sosabarrilla, azafranes, lana, etc. lograrán mayor estimacion en la otra parte de los Pirineos, y que nuestros Comerciantes sacarán mayor lucro de los géneros de la América que les vendan.

Vea Vm. quantos perjuicios: vea Vm. quantos males resultarán á la España, de dicho recargo, y decida en su consecuencia lo que gustase.

No lleve Vm. á mal que vuelva á confirmarme en la proposicion de que las contribuciones se disminuyen tanto, quanto se beneficia el fisco por el lado de la extraccion.

Es una axioma incontrastable que el gobierno extrae de sus vasallos todas aquellas cantidades que contempla necesarias para cubrir las cargas del Estado: con que si la España se ha visto en la cruel necesidad de aumentar las contribuciones, es porque no bastaban las que habia ántes para cumplir con sus obligaciones. ¿Pero qué ha resultado de semejante providencia?... El que en vez de tres contribuimos con dos y medio, que es lo importan los derechos de extraccion de la plata¹.

Supongamos por un instante que no entra una peseta en las arcas Reales por los derechos de extraccion, entónces necesitando el Ministro de Hacienda² de aquellos treinta y un millones, producto del privilegio, pensará llenar esta brecha con un nuevo repartimiento ó tributo: de donde se deduce la certeza de mi asercion.

Con el motivo de tocar este asunto me hace Vm. este dilema, ó Vm. ignora lo que pasa en su casa, ó Vm. se propone engañar á sus Compatriotas. Convengamos, *Monsieur de la Riviere, que vous etes tres aimable*: confesemos *que vous etes extremement poli*, y permítame que para hacerle ver que tengo algunas noticias de mi Pais le remita una traduccion de Bielfeld³, en la qual emendé un gran número de equivocaciones en que habia incidido por lo que respecta á la España, y al mismo tiempo una descripcion⁴ conocida baxo las Cartas de Monsieur de Fer⁵, en que doy noticia de las Provincias de Guipuzcoa, Vizcaya, Alaba y Navarra.

A la segunda parte del dilema no puedo responder, porque solo su lectura me horroriza, esparce por toda mi máquina el rubor, la mano queda sin movimiento, y la pluma se me escapa de los dedos.

¹ « El que contribuyamos con todo aquello menos, que importan los derechos de extraccion de la plata. » (Variante 1793)

² Le ministre des Finances. (Note BH et BP)

³ Jacob Friedrich von Bielfeld, *Institutions politiques*, deux tomes, La Haye, Pierre Gosse junior, 1760, IV-365 et IV-358-32 p. (Note BH et BP)

⁴ « y que al mismo tiempo le envíe tambien una descripcion ». (Variante 1793)

⁵ Valentín de Foronda, *Cartas escritas por Mr. de Fer al autor del Correo de Europa en que le da noticias de lo que ha observado en España*, Burdeos, Luis Boudrie, 1783, 2-107 p. (Note BH et BP)

Por una nota de la obra de Bielfeld, y por otra de una disertacion sobre la Platina¹ verá Vm. que estamos conformes en lo que respecta á que no se opongan embarazos para la extraccion de la moneda siendo incontrastable, que saldrá el dinero en razon de los obstáculos que haya que vencer, pues no nos podemos dispensar de pagar lo que debemos, como asimismo de satisfacer² todos los riesgos y gastos que tiran á hacer ilusorias las leyes.

Vm. me dice que deliro desde la página diez hasta la catorce. Sin duda que ha creído Vm. que estoy lleno de orgullo segun se ha empeñado en abatirme, y que quiere³ que corrija un vicio que hace insociables á los hombres. Doy á Vm. infinitas gracias por su buen deseo, pero permítame decirle que se equivoca en creer que es falso que el Banco ha acreditado los Villetes de Estado.

Es verdad que conformándose con el estilo de los particulares, los cuales tomaban letras á cobrar en vales, con rebaxas considerables, dió por el corto tiempo de quatro ó cinco meses un cambio mas favorable á trueque de dinero que de villetes; mas⁴ esta diferencia apénas era de uno por ciento; pero⁵ de aquí no se sigue que no haya contribuido á acreditar estos signos de los metales. Dígame Vm. si sucediese el caso que la moneda de oro se envileciera, y se perdiese⁶ en ella quatro ó cinco por ciento, y hubiese⁷ un sugeto que la tomara solo con uno de pérdida, ¿no diríamos que este Comerciante la acreditaba? Pues el Banco no solo ha hecho esto, sino que al mismo tiempo que se contentaba con el diminuto interes de uno por ciento que he insinuado contenia el desórden, reduciendo en Madrid á la par los Villetes que presentaban los particulares, y los tomaba igualmente por acciones, sin embargo de que perdian quince y diez y siete por ciento. Los buenos calculadores se aprovecharán de esta ventaja para reducir su dinero á papel é interesarse en él; la afluencia de los compradores lo fuéron acreditando, y últimamente, las muchas quiebras que ha habido en Cádiz ha puesto los Villetes en tales términos, que ganan en aquel emporio del Comercio, prefiriendo los Comerciantes tener su dinero en estos papeles amonedados, á prestarlos con el riesgo de perderlo.

Vm. cree que basta para acreditarlos que pague con exáctitud el Gobierno. Yo no soy del dictamen de Vm., viendo que el Rey paga exáctísimamente, y que no obstante pierden en Vizcaya⁸. Pero aun quando conviniera con Vm. en que bastaba que el gobierno pagase con exáctitud, ¿quisiera que Vm. me dixese⁹ quantos años de seguido se debia verificar esta paga para desvanecer los temores infundados de todos los que tienen ideas sepulcrales, esto es, de casi todos los que son dueños de los Villetes?... Lo que ménos se necesitarian de cinco á seis años: y Vm. se hará cargo del trastorno que padecerian todos los negocios miéntras tanto¹⁰.

Confieso con sencillez que hice mal en decir que los Banqueros eran unos asesinos de los particulares; pero para que vea Vm. que hago toda la estimacion que se merecen los Comerciantes, tendré el honor de remitirle al mismo tiempo que los demas papeles que he insinuado, una disertacion sobre lo honrosa que es la profesion del Comercio.

Sé que gustará á Vm. la sincera confesion que acabo de hacer sobre la dura frase que empleé contra una porcion de gentes que se merecen las primeras atenciones, pues le encuentro dispuesto á perdonar mis yerros, diciéndome, *que esta suerte de negocios, tal vez no me son familiares, por lo que me tratará con indulgencia, pero que me aconseja no escriba sobre materias que me son forasteras.*

Doy á Vm. un millon de gracias por el¹¹ consejo: y le suplico que no derrame con tanta profusion unos cumplimientos¹² tan lisongeros: de aquí adelante tendré presente el documento de

¹ Valentín de Foronda, *Disertacion sobre el descubrimiento de la Platina , y sobre las utilidades que puede prometerse la España de ser dueña única de este metal precioso*, dans *Miscelánea ó colección de varios discursos*, 2e édition, Madrid, Manuel Gonzalez, 1793, 6-249 p., pp. 76-94. (Note BH et BP)

² « y de satisfacer ». (Variante 1793)

³ « y asi quiere ». (Variante 1793)

⁴ « pero ». (Variante 1793)

⁵ « mas ». (Variante 1793)

⁶ « se envileciera hasta el punto de perder ». (Variante 1793)

⁷ « y que hubiera ». (Variante 1793)

⁸ « pierden en algunas provincias ». (Variante 1793)

⁹ « que me dixere Vmd. ». (Variante 1793)

¹⁰ « que padecerian mientras tanto todos los negocios ». (Variante 1793)

¹¹ « su ». (Variante 1793)

¹² « una clase de cumplimientos ». (Variante 1793)

Oracio¹ de no tomar sobre mis hombros una carga superior á mis fuerzas quando empuñe la pluma, y, en recompensa de la palabra que doy á Vm. disimúleme que toque rápidamente el proyecto con que concluí mi folleto: el qual le ha proporcionado á Vm. finalizar su respuesta de un modo tan original como gracioso: á mas de que es un asunto de la mayor consideracion en la actualidad, y que como han² de leer esta Carta algunos Españoles preocupados, es necesario responder á las objeciones que me podrán hacer sobre esta materia.

Me dirán algunos que si es cierto lo que yo he dicho³, que esta nueva Compañía de seguros será como la vara de Aaron que criará una culebra que comerá á las demas: el Banco devorará las treinta y ocho que hay en Cádiz⁴, que hacen este tráfico, y que por consiguiente arruinará á una multitud de familias que estaban interesadas en ellas: que baxará el premio para destruirlas enteramente, y que quando sea sola, será un tirano⁵ que levante la voz y dé la ley á los Comerciantes.

Convengo en que la mayor parte de las Compañías serán tragadas por el Banco. Convengo en que se les cerrará á muchos particulares una mina rica que beneficiaban; ¿pero qué? ¿Por esto nos hemos de privar de unas ganancias á que podemos aspirar como Ciudadanos? ¿Porque hayamos reunido nuestros caudales baxo de un establecimiento á quien se ha decorado con el nombre de Banco, esta palabra nos ha de ser tan funesta que nos inhiba tomar parte en la cultura de este precioso campo de los seguros? ¿no es permitido que se reúnan doscientas, quatrocientas, ochocientas personas para hacer semejante comercio, baxo el nombre de Compañía? ¿Pues por qué se nos ha de prohibir á otro tanto número de vasallos el que hagamos igual giro baxo el nombre de Banco? ¿Herimos por ventura en la adopcion de este proyecto, aquellos tres sublimes principios de las leyes, seguridad, propiedad y libertad?... No por cierto: Pues si no los vulneramos ¿quién podrá con justicia impugnar nuestras intenciones⁶?

Es verdad que quedarán perjudicados varios sugetos, pero otros tantos, ó mas salimos⁷ beneficiados: mas supongamos que seamos menor el número de estos: nosotros nos aprovechamos de un derecho que nos concede la Sociedad⁸, y por consiguiente ninguno tiene motivo de quejarse de nuestra conducta, ¿seria razonable⁹ que los Comerciantes de Cádiz hicieran un crimen á todos los de los demas Puertos, habilitados para el tráfico de las Américas, porque se han rebaxado sus ganancias, y han sido el origen de la ruina y bancarrotas que han resultado de una providencia¹⁰ que hará eterna la memoria del Ministro que la ha dictado?

Hay ciertos males inevitables é inherentes á la naturaleza de las cosas. Yo debo tirar á mejorar mi suerte, á constituir mi felicidad; si labrando mi fortuna aniquilo la del¹¹ otro, no soy mas delinqüente que lo seria el que se abrigara debaxo de un arco en un terremoto en que no habia mas lugar¹², y dexara que su vecino fuera enterrado baxo de las ruinas de las paredes que se desplomaban¹³.

El Estado nada pierde porque las riquezas muden de manos, y creer que el Gobierno puede dirigir las, como un labrador dirige las aguas á sus tierras, subministrando á cada una lo que necesita, es no conocer lo complicada que es la máquina política, y lo quimérico que seria pretender la consecucion de distribuir con igualdad ó mayor beneficio esta clase de riquezas; ¿pues qué datos le

¹ « Mais ta grandeur n'admet pas un humble style, et ma timidité n'ose se charger d'un fardeau au-dessus de mes forces. En effet, un sot empressement, surtout quand il s'exprime en vers, nous fatigue et nous blesse ; car l'humaine malice apprend et retient mieux un passage ridicule qu'un morceau digne d'éloges et d'admiration ». Horace, *Épître aux Pisons*, « A Auguste ». (Note BH et BP)

² « pues como han ». (Variante 1793)

³ « que si es cierta la proposicion ». (Variante 1793)

⁴ « y ocho de Cadiz ». (Variante 1793)

⁵ « una tirana ». (Variante 1793)

⁶ « quién podrá impugnar justamente nuestras intenciones ». (Variante 1793)

⁷ « saldrán ». (Variante 1793)

⁸ « mas supongamos que sean menos, esto no obstará á que se aprovechen de un derecho que les concede la Sociedad ». (Variante 1793)

⁹ « le parece á Vmd. que seria razonable ». (Variante 1793)

¹⁰ « porque se han rebaxado sus ganancias, y se han arruinado varias casas de resulta de una providencia ». (Variante 1793)

¹¹ « de ». (Variante 1793)

¹² « que lo seria el que un terremoto se abrigara baxo de un arco, en que no habierse mas lugar ». (Variante 1793)

¹³ « desplomasen ». (Variante 1793)

harán conocer al Gobierno el número de los interesados, y la necesidad de cada uno de ellos? ¿Quién saldrá fiador de que estas Compañías por falta de fondos no fallecerán?¹ ¿Quién vaticinará de que se aumentarán hasta el punto que no necesitemos de las extranjeras?² ¿Quién adivinará el destino que se le daría³ á todos los fondos que se emplean actualmente en esta clase de comercio⁴? ¿Quién nos asegurará⁵ que todo este dinero, quando sea necesario darle otro destino, no servirá para fomentar las fábricas y agricultura? El Gobierno⁶ que quiere descender á estos por menores, es como un Cirujano que introduciendo el cuchillo para cortar la carne careada, despedaza una arteria que desconocia, con lo que mata á aquel mismo á quien intentaba dar la vida; por esta razon los polítics han adoptado una regla muy sencilla en esta clase de asuntos, y es exâminar si de este modo⁷ queda mas ó ménos dinero en la Nacion. Que queda mas no hay la menor duda, pues se detendrá una gran parte del que se llevan las Compañías extranjeras: por consiguiente se aumentará la masa de nuestras riquezas, se multiplicará nuestro poder, y se extenderá la esfera de nuestras comodidades y placeres; luego es útil, luego es ventajoso un establecimiento de esta clase.

Esto es lo que nos importa saber: todo lo demas que se diga de semejante tráfico es menester⁸ despreciarlo. No hay duda que habrá pérdidas: es cierto que hay riesgos que correr, pero el cálculo de las probabilidades, que debe ser la guía de todo hombre de juicio, nos grita que no temamos el mal éxito: pues aunque por el pronto se experimenten algunas desgracias, al cabo este comercio de seguros vendrá á parar al reposo, así como todos los cuerpos que estando en movimiento, poco á poco á fuerza de choques y de triunfar de las resistencias, llegan á gozar de la tranquilidad que les corresponde, y no les queda sino aquella fuerza de gravedad con que pesan sobre la tierra.

El segundo temor⁹ de que baxe el premio para sofocar á las demas Compañías, es un fantasma que solo puede asustar á los que no son capaces de reflexionar un solo momento: siendo constante que para ser preferido el Banco no necesita de mas encantamientos ni filtros, sino de su seguridad, pues aun quando lleve mayor premio pretenderán los buenos calculadores asegurar en él, porque derrama la confianza en los corazones de todos los Comerciantes, y les disipa aquellos cuidados roedores de si harán ó no quiebra las Compañías en quienes tenia depositada su confianza, ó si pretenderán una rebaxa, ó si les pondrán un pleito, ó retardarán¹⁰ con excusas la satisfaccion de los capitales.

En quanto á creer que después de quedarnos Monarcas absolutos, serémos unos déspotas, que sujetarémos á los Comerciantes á la dura ley de la necesidad, es querer cerrar los ojos á los principios de equidad, que son la noble divisa de esta columna del Estado; pero aun quando no bastase el exemplo de ver que en sus descuentos se contenta con un interes menor que todos los Cambistas, se aquietarian todas nuestras zozobras, con la reflexion de que las Compañías Inglesas y Holandesas refrenarian una atroz codicia que no se puede creer en el Banco sin hacerle una injusticia notoria.

Me persuado que he satisfecho á las preguntas que Vm. me hace en su apreciable carta: si Vm. no lo queda yo no tengo la culpa, pero no por esto¹¹ me empeñaré en molestarle, á mas de que me hallo cansado: y así me vuelvo al delicioso sueño de la Compañía de Seguros, y sacaré la cuenta de lo que me tocará el año que viene á ciento y sesenta y cinco Acciones de que soy dueño, pues en un momento que me desperté para asistir á la Junta del Banco, ví admitida esta idea, y oí entonces perorar al sublime Cabarrus. Demóstenes le hubiera tenido envidia¹², y aun Vm. mismo. Lógica[,] concision, amenidad, energía, método, claridad, filosofía, ideas exquisitas de política y de comercio, era lo que Vm. hubiera admirado en este enérgico Director y creador del Banco. Tambien hubiera Vm. desvanecido todas las ideas melancólicas que le han pegado los enemigos de este establecimiento, y

¹ « ¿Quién saldrá fiador de que no fallecerán estas Compañías por falta de fondos? ». (Variante 1793)

² « ¿Quién nos asegurará que se aumentarán hasta el punto que no necesitemos de las extranjeras? ». (Variante 1793)

³ « les darian ». (Variante 1793)

⁴ « en este género de comercio ». (Variante 1793)

⁵ « afianzará ». (Variante 1793)

⁶ « Niguno: así se puede decir, que el Gobierno ». (Variante 1793)

⁷ « de qué modo ». (Variante 1793)

⁸ « preciso ». (Variante 1793)

⁹ « En temor ». (Variante 1793)

¹⁰ « si les pondrán un pleyto, ó si retardarán ». (Variante 1793)

¹¹ « eso ». (Variante 1793)

¹² Référence aux *Plaidoyers civils* de Démosthène. (Note BH et BP)

seria el defensor de la solidez, rectitud é integridad de esta mina de oro¹. Así lo creo; tal vez me equivocaré; pero esto no se opondrá que le estime² á Vm., y desee de todo mi corazón ocasiones de que mande á su apasionado servidor Q. S. M. B.

Valentín de Foronda.

Madrid 3 de Enero de 1787.

P. D.³
[Valentín de Foronda]

El sujeto que ha remitido á Madrid varios exemplares de una obra contra el Banco, de la qual he hablado al principio de mi carta, ha creído que son tan profusos y amantes de la lectura los Españoles, que no se quejarían jamás de la fineza que les ha hecho de regalarles un libro sin mas pensión que la de dar treinta pesetas. Este juicio ha sido muy acertado, é igualmente lo es persuadirme á que la generosidad de Vm. llevará muy á mal que no imite el exemplo de su paisano, y que haga poner en sus manos mi folleto sin que le cueste un cuarto de porte; pero esto no obsta á que me venga de las lisonjas con que ha deleitado mi amor propio, no queriendo complacerle en este asunto: de cuya incondescendencia le pido doscientos mil perdones.

¹ « el defensor de la solidez de esta mina de oro ». (Variante 1793)

² « que estime ». (Variante 1793)

³ « Post Data ». (Note BH et BP)

Les auteurs :

Bernard Herencia, maître de conférences : université Paris-Est (Laboratoire Interdisciplinaire d'Etudes du Politique Hannah Arendt) ; université Paul-Valéry Montpellier III (Centre de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Humaines et Sociales de Montpellier).

Béatrice Perez, maître de conférences habilitée à diriger des recherches en histoire et civilisation de l'Espagne moderne : université Paris-Sorbonne. Elle est l'auteur d'un ouvrage sur l'Inquisition sous les Rois Catholiques publié chez Honoré Champion et d'une monographie sur les marchands et les réseaux marchands dans la Séville de la première modernité, à paraître aux Presses universitaires de Paris-Sorbonne.

Source de l'image de couverture :

Tomás López, *Plano geométrico de Madrid dedicado y presentado al Rey Nuestro Señor Don Carlos III por mano del excellentissimo Señor Conde de Floridablanca* (détail), 1785. Bibliothèque nationale de France, département Cartes et plans, GE C-9301. Image libre de droits.